

**POURQUOI LE BRESIL, ET NON L'ARGENTINE ET LE MEXIQUE, EST-
IL ENCORE CONSIDÉRÉ COMME UN PAYS (RE)EMERGENT ?
PREMIERS ELEMENTS DE RÉPONSE**

**Ilan Bizberg (Colegio de Mexico, CEI) et
Bruno Théret (CNRS, IRISSO, université Paris Dauphine)**

(version préliminaire, ne pas citer^{*})

octobre 2009

^{*} Version révisée pour les Actes du Colloque *L'émergence : des trajectoires aux concepts*, Gretha, Université Montesquieu Bordeaux IV, 27 et 28 novembre 2008.

INTRODUCTION

Les pays membres du dit *BRIC* qui, parmi les pays les moins développés, sont actuellement dits émergents, se caractérisent par un fort engagement de l'Etat dans l'économie. Du point de vue de l'idéologie néolibérale et du consensus de Washington qui s'en est inspiré, c'est là une anomalie déstabilisante. Expliquer cette « anomalie » devrait en effet en toute logique conduire à abandonner les présupposés qui fondent la doctrine économique néoclassique et à reconsidérer d'une autre manière la question du rapport Etat/économie. La présente contribution cherche à avancer en ce sens en s'appuyant principalement sur une comparaison de trois pays d'Amérique latine qui s'incrivent dans des trajectoires historiques de long terme différentes : le Mexique situé en Amérique centrale, l'Argentine relevant plutôt de la zone andine, et le Brésil colonisé par les portugais et qui a une histoire propre séparée de celle du reste de l'Amérique hispanique.

Ces trois pays ont connu des modes de constitution de leur Etat et de leur unité nationale tout à fait spécifiques, lesquels ont manifestement marqué les relations Etat/économie qui continuent de s'y manifester. Même si on les envisage dans une perspective historique ne remontant pas plus avant que le XXème siècle, la comparaison de ces trois pays illustre l'adage braudélien selon lesquels les relations Etat/économie ou Etat/capitalisme peuvent être favorables, neutres, ou défavorables au développement¹. Le Brésil, comparé à l'Argentine et au Mexique dans la période de l'ajustement néolibéral, montre que le retrait de l'Etat peut être défavorable dans une grande mesure au développement économique. A contrario le Mexique mais surtout l'Argentine, comparés au Brésil et envisagés dans la période précédente marquée au plan économique par une substitution des importations (ISI) soutenue par une intervention forte de l'Etat, montre que cette dernière n'est pas *ipso facto* nécessairement favorable. Tout dépend du contexte sociétal, des formes de l'Etat, du mode de son articulation à l'économie de marché et des compromis sociaux qui conforment concrètement cette articulation.

Notamment, l'insertion de l'Etat dans les rapports économiques, tout comme son réciproque, l'insertion des intérêts économiques dans l'ordre politique, ne se comprennent qu'en référence à une coalition politique dominante d'acteurs sociaux qui peut être plus ou

¹ Cf. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Armand Colin, PARIS, 1979, 3 vol.

moins favorable au développement économique et au progrès social. Ainsi, comme on le verra plus avant dans cet article, les coalitions qui se sont constituées en Argentine pendant le péronisme et au Mexique entre la fin de la 2^{ème} guerre mondiale et le début des années 1980 ont avancé dans la production de biens de consommation non durables et durables, mais ont échoué à développer une industrie de biens d'équipement. Ces échecs peuvent être mis en rapport avec le caractère restreint de ces coalitions qui ont été confrontées, dans le cas argentin, à une opposition des intérêts agro-exportateurs et, dans le cas mexicain, à la marginalisation des secteurs agricoles bénéficiaires de la réforme agraire². Au Brésil, en revanche, la coalition développementiste a incorporé tant les intérêts agricoles que les secteurs industriels de production des biens de consommation et des biens d'équipement, ce qui a permis un développement plus complet de la matrice économique du pays. Par ailleurs, le retrait de l'Etat en Argentine et au Mexique à partir des années 1980 a été le fait d'une coalition entre le secteur financier, les grands groupes industriels et agraires et les entreprises transnationales, alors qu'au Brésil, ce retrait a été plus tardif et moins prononcé du fait que la coalition libérale a inclus des industriels régionaux « libéral-développementistes » dont les intérêts n'ont pas cessé d'être pris en compte par l'Etat. A l'entrée dans le troisième millénaire, le Brésil a ainsi pu se repositionner comme puissance émergente autonome, alors que l'Argentine, en dépit de sa richesse passée, et le Mexique, en dépit de sa taille géographique et démographique, continuent de décliner et de subir passivement, du fait de l'orientation de leur trajectoire économique *hacia afuera*, les accoups de la conjoncture économique mondiale.

Notre perspective dans ce texte n'est toutefois pas seulement d'esquisser une validation empirique du diagnostic relativiste de Fernand Braudel concernant l'impact économique de l'intervention publique. Elle est aussi théorique et critique. Pour diverses raisons qu'on ne peut développer ici, nous soutenons en effet une approche en termes de diversité des Etats et des capitalismes. Aussi jugeons-nous les réductions opérées par les théories de type universaliste préjudiciables à la compréhension et à l'explication de la dynamique de sociétés complexes et à chaque fois particulières. Il ne s'agit pas de nier la nécessité de théories générales, mais d'affirmer que celles-ci ne valent qu'à un niveau très élevé d'abstraction et ne peuvent être construites et vérifiées que par abstractions successives à partir de l'observation comparative de multiples expériences concrètes, selon un va et vient incessant d'abduction, de déduction et

² Lesquels constituaient une partie considérable du total de l'agriculture - plus de la moitié des terres arables.

d'induction. Seule une telle démarche permet dans un même mouvement 1/de faire apparaître ce qui est commun à toutes ces expériences, 2/de mettre en évidence la variété des formes de ce contenu commun, et 3/de produire une explication des processus qui engendrent cette variété.

On n'adhère donc pas à l'universalisme normatif de l'économie standard qui, malgré les apparences et la mise en scène, a pour nous le statut non d'une science mais d'une doctrine particulière de philosophie politique qui cherche à faire advenir un modèle spécifique de société postulé comme le meilleur (le modèle économique libéral). Cela implique du même coup de prendre ses distances vis-à-vis de son avatar néo-institutionnaliste. Celui-ci n'est en effet qu'une remise en forme du modèle de l'équilibre général et des marchés efficients et autorégulés destinée à le rendre plus proche des phénomènes observables, et dont le principal intérêt pour ses tenants est de mieux détailler les conditions de performativité du modèle idéal.

Ce faisant, il ne s'agit pas de nier toute signification aux doctrines libérales dans la mesure où elles sont soutenues par des croyances et des valeurs qui ont leur cohérence et peuvent être performatives dans certains contextes historiques. Nous récusons seulement leur prétention à se présenter comme science objective alors qu'il ne s'agit là que d'une idéologie particulière - au sens d'un système cohérent de normes et valeurs contingentes -. Ces doctrines sont en effet ultimement fondées sur la croyance en la fable du « doux commerce » racontée par la philosophie libérale des Lumières (avec notamment Locke puis Kant). Cette philosophie soutient que le développement du commerce (marchand) est une condition de la paix dans le monde, paix interne aux sociétés et paix externe entre les gouvernements civils de ces sociétés chargés d'y garantir le droit des contrats privés.

Mais d'autres philosophes politiques des mêmes Lumières, comme J.J. Rousseau et J.G. Fichte notamment, ont développé un point de vue opposé ; ils nient les vertus pacificatrices supposées du commerce marchand, arguant du fait que celui-ci repose sur la promotion d'une lutte concurrentielle de tous contre tous, individus et Etats (concurrence posée comme nécessaire pour garantir l'efficacité des marchés et leur autorégulation). Selon ce second point de vue, le commerce exacerbe les rivalités, renforce les inégalités naturelles entre humains et entre territoires, engendre des conflits qui, s'ils peuvent être régulés au sein des sociétés par des Etats qui disposent d'une autorité supérieure, ne le peuvent pas dans un monde international où de telles autorités n'existent pas (Hoffmann, 1963). Dans cette perspective, le commerce entre Etats et

nations inégaux conduit plutôt à la guerre qu'à la paix, tendance renforcée lorsque les relations concurrentielles ne concernent plus le seul commerce, mais aussi la finance et l'accumulation de capital et de puissance (mercantilisme). En ce cas, la conclusion est qu'il faut restreindre au maximum, voire éliminer le commerce entre Etats, et limiter les relations internationales à des échanges non économiques, culturels, éducatifs, scientifiques (Thomas-Fogiel, 2007).

Face à cette opposition radicale entre représentations de ce qui caractérise la modernité, une position « raisonnable » consiste à considérer que les deux idéologies sont également « vraies » : le commerce peut favoriser la paix comme il peut favoriser la guerre, tout dépend des institutions et règles qui l'encadrent et qui limitent ses effets socialement et politiquement délétères.

Si nous rappelons ici cette dualité idéologico-politique des positions possibles vis-à-vis du commerce international, c'est parce qu'elle est en fait au centre du débat actuel sur le développement économique et la politique des Etats. On la retrouve notamment dans l'opposition entre les modèles ISI et ELG, i.e. des modèles, l'un de développement autonome et centré (*hacia adentro*) sur la mise en valeur de l'espace national par mobilisation de la substitution des importations, l'autre de développement extraverti (*hacia afuera*) car tiré par les exportations et dépendant d'une division internationale du travail. Comme ce dernier modèle est présenté comme la voie unique pour le développement par l'économie libérale classique comme néo-classique, voie qui exclut toute émergence endogène à un espace national, une mise en perspective philosophique a le mérite scientifique de mettre à jour le coup de force idéologique consistant à universaliser le modèle économique libéral en le naturalisant et en neutralisant le caractère contestable du système de valeurs qui le fonde.

En résumé, ce texte s'inscrit dans le cadre d'une recherche de validation des deux idées suivantes :

1/ l'intervention économique de l'Etat peut être un facteur clef du développement, mais en pratique, ce n'est pas toujours le cas. Comme il est impossible d'observer un développement économique de type capitaliste sans intervention de l'Etat, cela signifie non pas que le marché et le capital peuvent se passer de l'Etat, mais simplement que si on suppose que celui-ci recherche effectivement le développement de la société dont il délimite les frontières et non pas seulement la reproduction d'une domination à l'intérieur de ces frontières, le succès de son intervention n'est nullement assuré et

qu'en dernière instance, ce succès dépend des politiques économiques menées qui elles-mêmes dépendent des coalitions sociopolitiques qui les impulsent ;

2/ toute approche institutionnaliste qui ne rompt pas avec les hypothèses néoclassiques postulant l'unicité et l'universalité du modèle libéral de développement qu'elles conduisent à formaliser, est inapte à rendre compte de la réalité observable ; ces hypothèses réduisent la complexité des faits au point qu'il devient impossible de déterminer les causes des évolutions qui caractérisent en propre les économies émergentes, notamment parce que sont sous-estimées les idiosyncrasies d'ordre politique.

Dans cette perspective, dans une première partie, nous faisons la critique d'un certain nombre d'arguments théoriques de la nouvelle économie institutionnelle qui forme la pointe avancée de l'économie néoclassique dans l'étude du développement. Dans une seconde partie, nous esquissons une présentation des coalitions sociopolitiques dominantes qui ont conformé les trajectoires économiques des trois pays latino-américains ici privilégiés, puis nous déclinons les modalités de leurs actions dans divers domaines institutionnels (rapport salarial, monnaie et Etat). Il s'agit ce faisant d'étayer en conclusion notre réponse à la question qui constitue le titre du présent texte : « Pourquoi le Brésil est-il aujourd'hui à nouveau considéré comme un pays émergent, et non pas l'Argentine ni le Mexique ? ». Cette réponse est simple : la réémergence du Brésil tient à ce que, dans les années 1980 et 1990, le Brésil n'a pas détruit au point où l'ont fait l'Argentine et le Mexique ses structures économiques et ses institutions héritées de la période de l'ISI. Dans le cas du Mexique, même si les institutions publiques qui soutenaient l'ISI – essentiellement du côté de la demande - n'avaient pas vraiment fait la preuve de leur efficacité économique, car elles n'avaient pas visé à construire l'autonomie économique du pays en réduisant sa dépendance vis-à-vis des USA, néanmoins leur destruction dans les années 1980 et 1990 et la réorientation vers un modèle ELG (en fait de sous-traitance internationale) ont réduit drastiquement le niveau de vie de la population, sans pour autant qu'émerge une économie efficiente du côté de l'offre. Le cas argentin est plus difficile à évaluer, car s'il se rapproche à partir des années 1990 du cas mexicain en renouant avec son passé prédémocratique de pays agro-exportateur, il part d'un niveau de richesse plus élevé. Les facteurs d'échec sont ici à chercher à l'intérieur même du système institutionnel de l'Etat, de sa structuration et de son incapacité à prendre en charge une unification véritable du territoire de la fédération, voir à se construire une identité nationale.

1. Biais idéologique et limites du nouvel institutionnalisme économique appliqué au développement

Dans la plupart des analyses récentes, il existe un consensus selon lequel les recettes orthodoxes universelles pour impulser le développement ne fonctionnent pas du fait que les conditions de base diffèrent selon les pays. Ainsi ces recettes sont jugées trop abstraites et inapplicables telles quelles par quelqu'un comme Rodrik qui pourtant considère que les principes du « Consensus de Washington » relèvent du simple bon sens. Selon cet auteur, pour réussir à mettre en place et rendre praticables les grands principes de développement du capitalisme, il faut les resituer dans chaque contexte institutionnel et adopter des mesures plus proches des réalités concrètes de chaque pays, avec pour conséquences possibles que leur application soit contrastée, voire opposée selon les pays. Pour définir les mesures à prendre, il faut alors procéder au préalable à un diagnostic précis des problèmes spécifiques qu'un tel développement pose dans chaque pays. Selon cet auteur, il existe ainsi peu de rapport entre les principes de l'économie néoclassique et les recommandations spécifiques qu'on peut faire pour « mettre en action » ces principes. Pour lui il existe une pluralité d'application de tels principes et donc des voies différentes de développement.

Afin de le montrer, il examine différents cas déviant de la norme et où le développement économique est très largement contrôlé par l'Etat, notamment celui de la Chine. A propos de ce pays, Rodrick constate que les autorités n'ont libéralisé l'agriculture qu'aux marges en préservant la planification centrale. Elles ont ainsi permis aux paysans de vendre librement leur surplus sur le marché, après qu'ils aient rempli leurs obligations envers l'Etat dans le cadre du plan. Ce faisant, la stimulation des producteurs ne s'est pas accompagnée des conséquences fiscales de la libéralisation préjudiciables pour le gouvernement central. Ce système dual a ensuite été peu à peu étendu à d'autres secteurs tels que l'acier, le charbon, ainsi qu'au marché du travail. Cette manière de faire aurait, selon Rodrik, permis à la Chine de générer de l'efficacité économique sans créer de perdants (sic !).

L'exemple de l'Ile Maurice est également, pour cet auteur, intéressant. Ce pays a combiné jusqu'aux années 1980 une zone interne de libre échange avec un secteur du marché intérieur très protégé. Il n'a pas libéralisé son économie, mais créé une zone franche de « maquiladoras », manufactures produisant pour l'exportation (*Export*

Processing Zone), ce qui a permis de contourner la coalition d'intérêts profitant de la protection et logiquement opposée à l'ouverture. Cette zone a ouvert de nouvelles opportunités d'investissement sans supprimer la protection des secteurs orientés vers la substitution des importations.

Pour Rodrik, les résultats positifs sur l'économie obtenus dans ces cas illustrent non pas un succès de l'hétérodoxie économique, mais seulement l'obtention de résultats orthodoxes par des institutions non-orthodoxes : celles-ci n'ont rien fait d'autre que de stimuler le marché, imposer des droits de propriété, et contribuer à la stabilité macro-économique (Rodrik, 2007 : 23-24). Selon cet auteur donc, il faut rompre avec l'idée qu'on peut donner des recettes aux pays sur la manière de modifier leurs institutions. Il faut plutôt analyser ces institutions afin d'y déceler les causes de leur incapacité à initier ou à soutenir le développement économique une fois que celui-ci s'est esquissé. Pour Rodrik, la plupart des pays d'Amérique Latine n'ont pas pu poursuivre leur développement parce qu'ils n'ont pas pu supporter la détérioration des termes de l'échange et les chocs de taux d'intérêts des années 1970-80. Leurs institutions ne leur permettaient pas de faire face simultanément aux ajustements macro-économiques et aux conflits distributifs.

Le caractère innovateur de la pensée de Rodrik, dans le cadre de l'économie *mainstream*, tient au fait que bien qu'il accepte les principes de base du néolibéralisme, il admet que les pays sont différents et que cela invalide toute administration de recettes uniques, et donc la stratégie suivie par le FMI et la Banque mondiale pendant des décennies. Pour Rodrik, les institutions comptent au point que l'Etat doit être considéré comme un acteur central du développement économique, les institutions politiques et les organisations sociales étant notamment clés pour faire face aux conflits distributifs dans les moments de crise. Néanmoins, si les recettes divergent, le point d'arrivée est le même, une économie capitaliste libérale nécessairement insérée dans la division internationale du travail. Il n'y a pas d'autres voies pour le développement. Dit autrement, Rodrik récupère l'intervention de l'Etat pour sauver le modèle libéral ricardien.

Bien avant Rodrik, l'école de la dépendance ainsi que celle de l'institutionnalisme historique ont soutenu que les différences institutionnelles entre pays donnaient lieu à des formes distinctes de développement économique. Les études des pionniers du nouvel institutionnalisme économique, tels D. North et B. Weingast (1989), et d'autres qu'on peut assimiler à eux comme De Soto (2002), ont pour leur part soutenu que le

cadre juridique des sociétés était le facteur central du développement économique. Pour ce courant de pensée, ce qui distingue les pays développés des non développés est la carence d'un cadre juridique définissant clairement et garantissant les droits de propriété. Ainsi, selon De Soto, le fait de l'inexistence d'un tel cadre juridique interdit aux pauvres de participer à la formation du capital alors même qu'ils ont accumulé d'importantes quantités de richesses, celles-ci ne pouvant pas être mobilisées comme capital faute des droits de propriété requis. Par ailleurs, ce déficit juridique impose des coûts de transaction élevés aux entrepreneurs, ce qui les pousse à exiger de gros profits à très court terme, c'est-à-dire à maximiser le rendement et accélérer le retour sur investissement. D'où l'importance dans les pays non développés de la spéculation et/ou des processus de sur-exploitation des ressources, y-compris de la force du travail.

Pour North et Weingast, ce type d'analyse peut être étendu à la démocratie, entendue comme un ordre politique fondé sur l'accord plus que sur la coercition, ordre censé être le plus apte à promouvoir le développement économique. Selon ces auteurs, en effet, la démocratie dans un Etat de droit est la forme de régime politique la plus favorable au développement économique ; la coopération donne aux sociétés un plus grand dynamisme économique et les institutions démocratiques seraient ainsi les mieux adaptées à la nécessité de restreindre les instincts prédateurs de l'Etat et/ou des entrepreneurs (North, 1990, cité par Maravall, 1997: 30)³.

Rodrik va dans le même sens en ajoutant que la démocratie permet la transmission pacifique du pouvoir politique de groupes faillis à un nouveau groupe de dirigeants attaché à la mise en place de nouvelles politiques. D'autre part, selon lui, les mécanismes institutionnels qui permettent aux groupes sociaux perdants de faire entendre leurs voix (*voice*) réduisent l'utilité pour eux de recourir aux protestations et manifestations violentes qui ont des effets évidents sur la capacité d'accumulation et d'investissement d'une société (Rodrik, 2001: 27). Ainsi Etat de droit et démocratie seraient à la source du développement d'un pays comme les Etats Unis, et a contrario du fait que l'Amérique latine, de même niveau de développement au début du XIXème siècle, soit « tombée derrière » à la suite de son échec pendant ce siècle à mettre en place de telles institutions (Haber, ed., 1997).

³ Voir aussi Weingast, 1995 et 1997. On notera néanmoins que la théorie du *public choice* conduit, avec la même formalisation économique de base, au diagnostic contraire selon lequel la démocratie conduit à une taille excessive de l'Etat et est donc un obstacle au développement optimum des marchés autorégulateurs.

Relativement à l'impact de la démocratie sur le développement considéré du point de vue du nouvel institutionnalisme économique, la littérature relative au *market-preserving federalism*, initiée par R. McKinnon (1997) et B. Weingast (1995), est à la fois significative et paradoxale. Significative, car à travers elle s'exprime dans toute sa pureté le caractère doctrinaire de l'approche néoclassique. Pour Weingast, des marchés en expansion (*thriving markets*), fondement essentiel du développement, « requièrent non seulement un système approprié de droits de propriété et une loi des contrats, mais aussi une base politique sécurisée qui limite la capacité de l'Etat à confisquer la richesse » (Weingast, 1995, p. 1). Le *market-preserving federalism* est cette forme nécessaire que doit prendre l'Etat pour qu'il y ait développement⁴. En effet, non seulement elle limite drastiquement toute possibilité d'interférence de l'Etat dans le fonctionnement des marchés, mais elle incorpore aussi en son sein des institutions et des mécanismes concurrentiels qui font que les gouvernants sont, positivement et négativement, incités à en respecter et non en outrepasser les règles, ce qui fait d'elle une forme autorégulée de fédéralisme.

Le paradoxe est alors que d'un côté, il est affirmé à propos de l'Inde, « qu'il est improbable que les systèmes fédéraux qui divergent du fédéralisme protecteur du marché puissent stimuler le développement de ce dernier » et donc se développer (Parikh et Weingast, 1997, p. 1612) (même si ce sont des Etats de droit démocratiques comme l'est l'Inde !), et de l'autre que le meilleur exemple de *market-preserving federalism*, après l'Angleterre de la Glorieuse révolution (fin XVIIème et début XVIIIème siècle) et les USA (« depuis sa constitution jusqu'au milieu des années 1930 »), est la Chine actuelle depuis le début de sa transition au capitalisme (quand bien même il est osé de la considérer comme une démocratie !) (Weingast, 1995 ; Qian et Weingast, 1996 et 1997 ; Jin, Qian et Weingast, 1999). En ce cas, sauf à assimiler la démocratie au « fédéralisme protecteur des marchés », le lien entre démocratie et développement est manifestement rompu, l'Etat de droit n'ayant nul besoin d'être démocratique (i.e d'assurer la liberté politique de l'individu) du moment qu'il défend

⁴ Opinion largement répandue dans les institutions internationales et ayant influencée la seconde vague des réformes en Amérique Latine. Cf. Gonzalez, J. A., V. Corbo, Anne O. Krueger, and A. Tornell (eds), *Latin American Macroeconomic Reforms: The Second Stage*, University of Chicago Press, 2003 : "...now that inflation rates have been stabilized, one suggested "second state" monetary reform would be to focus on reducing rates from high to low single digits. Financial sector reforms should center on improving regulation and supervision. Finally, since fiscal stability has already been achieved in most countries, new fiscal reforms need to focus on institutionalizing fiscal discipline, improving the efficiency and equity of tax collection, and modifying institutional arrangements to deal with increasingly decentralized federal systems" (Prière d'insérer, c'est nous qui soulignons).

les droits des propriétaires et le « libre » fonctionnement des marchés (les marchés libres se substituant aux individus libres).

Les études de S. Haber et S. Haggard s'inscrivent dans le prolongement de ces idées. Haber va néanmoins au-delà de l'approche purement juridique et de la définition du régime politique (démocratique ou autoritaire) pour analyser les coalitions socio-politiques qui s'investissent dans le développement économique. Selon cet auteur, la raison pour laquelle les pays d'Amérique Latine n'ont pas véritablement réussi leur *take-off* dans le même mouvement que les pays actuellement les plus développés d'Amérique du Nord (Canada et USA) est fondamentalement que le développement y a été limité à un secteur réduit de la population coalisé autour du modèle de substitution aux importations, coalition rassemblant des entrepreneurs, les fonctionnaires de l'Etat et les ouvriers des secteurs économiques les plus avancés. Pour Haber, cette coalition développementiste qui a prévalu dans les années 1950-1970, a effectivement industrialisé certains pays du Continent, mais les bénéfices de ce développement ont été monopolisés par le petit cercle des membres de la coalition qui a tout fait pour empêcher à de nouveaux groupes d'y entrer. Ce qui a empêché le développement de marchés efficients (notamment financiers) (Maurer et Haber, 2004) et donc fortement limité l'étendue du développement qui a été cantonné à quelques secteurs (Haber, 2003). Bref c'est l'émergence d'une coalition développementiste centrée sur l'ISI et dans laquelle l'Etat a eu le rôle principal qui aurait empêché l'extension et l'approfondissement du développement économique.

Pour sa part, dans son livre de 1990, Haggard anticipe mais va aussi bien au-delà de la perspective de Haber. Son analyse du pourquoi la Corée et Taiwan ont réussi à passer d'une croissance impulsée par la substitution des importations à une croissance tirée par les exportations est plus complexe et dynamique. La croissance tirée par les exportations pousse selon lui à l'augmentation de la compétitivité du pays ; elle a besoin de l'intégration d'un niveau plus élevé de technologie et d'une main d'œuvre plus qualifiée, et en même temps contribue au développement du marché interne. Or c'est un développement que, selon lui, ni le Mexique ni le Brésil n'ont pu atteindre. Pour expliquer cette évolution, Haggard prend en compte tant la force relative des intérêts agro-producteurs et exportateurs que l'autonomie de l'Etat vis-à-vis des intérêts ouvriers et des coalitions favorables à l'ISI ; il y ajoute la capacité sociale et politique de la classe ouvrière industrielle. C'est la dynamique des relations entre ces quatre facteurs qui selon lui est fondamentale pour permettre le développement d'un pays, lequel est

cette fois encore défini par sa capacité de passer d'une croissance impulsée de l'intérieur par la substitution d'importations à une autre tirée de l'extérieur par les exportations. Néanmoins quand il explique la situation du Mexique et du Brésil, Haggard restreint sa thèse et propose une explication semblable à celle de Haber : le fait que le modèle de substitution d'importations n'ait pas pu y être substitué, comme l'ont fait Taiwan et la Corée, est imputé au fait que la coalition qui profitait de l'ISI n'a pas laissé à l'Etat assez d'autonomie pour affaiblir la protection de l'industrie nationale (Haggard, 1990 : 40).

Ces analyses ont une portée limitée. Car, même si le raisonnement de Haber s'applique assez bien à la situation du Mexique qu'il a le plus étudié et qui, en effet, a connu une coalition sociopolitique qui a perduré plusieurs décennies (des années 1930 pour le moins jusqu'aux années 1980), il n'est pas en revanche totalement applicable aux autres pays d'Amérique latine qui, comme l'Argentine et le Brésil, sont passés par d'importants bouleversements politiques. En fait, ni Haber ni Haggard ne font de différences essentielles entre les divers pays d'Amérique Latine, et leur approche se révèle impropre à y expliquer pour chacun d'entre eux l'absence d'émergence d'un capitalisme développé. On sait combien la situation du Brésil a été spécifique du fait que dans ce pays, les militaires qui ont pris le pouvoir en 1964 ont approfondi l'industrialisation par substitution d'importations (ISI) en combinant capitaux étrangers et capitaux étatiques pour développer une industrie de biens intermédiaires et d'équipement. A contrario, en Argentine, la coalition qui s'est construite autour de Perón et du péronisme a certes impulsé la substitution d'importations des biens de consommation durables, mais n'a pas été capable ou désireuse d'approfondir l'ISI pour assurer la cohérence de son système productif (Teichmann, 1981), situation qui s'est aggravé d'abord avec les politiques monétaristes des militaires, puis dans les années 1990, avec la politique néolibérale de Menem et la surévaluation du change que la convertibilité stricte du peso en dollar US a provoqué.

Une limite plus fondamentale de l'approche de ces deux auteurs est que, comme celle de Rodrik, leurs analyses se déploient dans un cadre normatif où la seule voie de développement possible est celle dictée par l'économie néo-classique de l'épanouissement d'un système complet de marchés autorégulés ; hors d'un financement de l'investissement par l'intermédiaire de marchés financiers et un modèle de croissance tiré par les exportations (ELG) sur un marché mondial concurrentiel et permettant de discipliner les salaires, point de salut. Il s'agit donc, comme pour toutes

les autres perspectives déjà discutées, d'un point de vue selon lequel une forme spécifique de capitalisme est considérée comme idéale, les autres étant vues comme des formes imparfaites par rapport à celle-ci. En outre, l'ISI elle-même n'est sensée ne pouvoir prendre qu'une forme unique.

Dans la suite de cet article on va utiliser certains éléments des analyses des auteurs précédents, mais dans une toute autre perspective. Dans le prolongement d'un article antérieur (Marques-Pereira et Théret, 2003 et 2004) et des travaux tant de R. Boyer que de B. Amable sur les diverses configurations sociales et économiques caractéristiques de différentes formes de capitalisme développé, on cherchera à mettre en évidence l'existence de différentes formes de capitalismes périphériques, voire émergents. Dans Marques-Pereira et Théret (2004) ont déjà été repérés au Mexique et au Brésil deux types différents d'économies structurées autour de la substitution des importations, économies ayant leur propre cohérence, alors que la plupart des auteurs les voient comme relevant de ce qui serait un modèle « latino-américain » unique.

La recherche en cours qui inspire le présent texte vise à examiner dans quelle mesure et comment les deux configurations socio-politico-économiques qui existaient durant la période de la substitution d'importations se sont transformées en de nouvelles configurations cohérentes face à la globalisation et aux formes d'intégration régionale. Elle vise également à intégrer l'Argentine à la réflexion afin de tester l'hypothèse d'un impact possible des formes précises du fédéralisme sur le développement via la plus ou moins grande capacité de l'Etat à mener des politiques pertinentes selon ces formes (hypothèse inverse de celle sous-jacente à la théorie du *market-preserving fédéralism* qui, sur la base du postulat d'efficacité des marchés, considère que plus l'Etat est impuissant si ce n'est pour faire respecter les droits de propriété, mieux cela est pour l'économie).

2. Les dimensions d'analyse des capitalismes latino-américains.

Venons-en maintenant à la conformation différenciée des coalitions des acteurs socio-politiques dans les trois pays sous revue. Notre hypothèse en effet est qu'en dernière instance, ce sont elles qui déterminent l'étendue du développement économique, c'est-à-dire la capacité d'un pays à faire de la croissance économique un facteur de développement socialement inclusif et territorialement intégrateur. Les différences entre l'Argentine, le Brésil et le Mexique qu'on va prendre en considération relèvent de

quatre registres : 1. La coalition sociopolitique dominante ; 2. Les organisations sociales et leur capacité de régulation du marché de travail; 3. Le régime monétaire et le système financier; 4. La forme de l'Etat.

2.1. La coalition sociopolitique dominante

Haber a en partie raison de dire qu'une des caractéristiques du mode de développement de l'Amérique latine est que la croissance économique y a reposé sur des coalitions restreintes qui ont empêché son expansion et son approfondissement en imposant une structure monopoliste de l'offre productive. On peut en revanche lui reprocher de faire peu de place au caractère inégal de la distribution des revenus et à ses effets restrictifs sur la dynamique de la demande interne et la formation des capacités productives humaines et matérielles, un « oubli » qui est cohérent avec le cadre néoclassique d'analyse privilégié qui veut que l'offre crée sa propre demande (loi des débouchés). Anticipant sur Rodrik, Haber n'en considère pas moins que les caractéristiques et l'extension de ces coalitions sont différentes selon les pays (pour le Brésil et le Mexique, cf. Haber 1991). Ces différences concernent la composition des élites économiques, le degré de concentration des activités économiques, le degré d'appui reçu de l'Etat, leur autonomie par rapport à lui, leur rapport avec les secteurs populaires ainsi que le degré de reconnaissance de leur représentativité par le système politique.

Argentine

L'Argentine a été dominée depuis la seconde moitié du XIX siècle et jusqu'à la montée du péronisme en 1948, par l'oligarchie des producteurs de bétail y cereales qui monopolisaient les meilleures terres y concentradas en grandes propiedades (Teichman, 1982 : 48, Rappaport, 2005 :178). L'économie contrôlée par cette oligarchie dépendait de l'exportation de cuir, de laine, de viande et de grains essentiellement vers la Grande Bretagne, ainsi que des importations de produits industriels de consommation provenant de ce pays. La política comercial externa era netamente librecambista lo que favorecía la importación de productos extranjeros por encima de la industrialización.⁵ (Rappaport, op. cit.) La prédominance de ces intérêts économiques a eu comme conséquence le

⁵ Vale la pena mencionar que en contraste en Canadá desde 1880, se favoreció una política económica proteccionista: la National Policy, que favoreció la construcción del ferrocarril entre el Atlántico y el Pacífico y que protegió a las nacientes industrias canadienses. (Rappaport, op.cit)

blocage des autres investissements, comme ceux de l'industrie minière et manufacturière, en tant que les intérêts agro-bétailleurs craignaient qu'un développement de l'industrie manufacturière ne remette en question leurs rapports privilégiés avec l'Angleterre. Les élites agro-exportatrices en Argentine ont été de manière permanente opposées à la diversification de l'économie argentine (Teichman, 1982 : 65).

Cette oligarchie a commencé à décliner à partir du début de la première guerre mondiale et ce déclin s'est accentué avec la crise de 1929⁶. La montée des Etats-Unis comme producteur de produits alimentaires a été un obstacle important à la continuation de l'expansion du pays sur la seule base des exportations de viande, de laine et de grains, l'oligarchie agro-exportatrice pouvant alors difficilement nouer avec le nouveau centre de l'économie mondiale un rapport semblable à celui qu'elle entretenait avec la Grande Bretagne (Teichman, 1982 : 63). Par ailleurs, ces élites, recherchant des gains à court terme, étaient peu enclines à moderniser leurs moyens de production. Cette faiblesse de l'investissement est liée au fait qu'au moins jusqu'en 1914, la propriété du sol était très concentrée et que la production était principalement le fait de migrants temporaires – car n'ayant pas accès à la citoyenneté - louant la terre aux grands propriétaires, ce qui contraste avec les petits propriétaires canadiens qui travaillaient eux-mêmes leurs terres⁷. Les élites propriétaires étaient en fait plus portées à étendre la

⁶ Cf. Taylor (1992), Di Tella et Zymelman (1967), Rapoport et alli (2000, chap. 2, p. 171). “Since 1913 the ratio of Argentine per capita income to the OECD average has diverged monotonically downward and away from parity (...). Argentina, after all, aspired to membership in the club of developed countries-yet, when compared over the long run with levels of OECD performance, *the closest it came was in 1913*” (Taylor, 1992, p. 911). Il y a un débat avec des enjeux idéologiques cruciaux concernant la date du début de ce déclin, car le reporter aux années 1930, comme le fait Diaz-Alejandro (1970), permet d'imputer la faillite du modèle agro-exportateur à l'adoption du modèle ISI théorisé par les “structuralistes” et institué par le péronisme dans l'après-guerres. “The national sense of failure alluded to makes any debate on such a sensitive question politically charged. The Great Depression encouraged Argentina and other Latin American countries to subscribe to inward-looking economic policies and import-substitution-policies later to be codified and applied by the ECLA through the efforts of Raul Prebisch and others structuralists. Diaz-Alejandro has distinguished between the efficacy of those “reactive” policies in the Depression years and their persistence after World-War II, which inhibited export-led growth and placed a drag on Argentine development. Clearly, if economic failure can be said to predate the adoption of import-substitution doctrines, the structuralist camp can evade responsibility for decline and implicate the liberal, export-oriented policy regime prevailing until 1929” (Taylor, p. 908-909). Notons au passage qu'il y a une concomitance peu soulignée entre le point haut du modèle agro-exportateur et la poussée démocratique (elle-même associée à “une croissance explosive de la société civile principalement formée d'immigrants” - Botana, 1996, p. 250) sanctionnée par les réformes du suffrage de 1912 et 1914 et l'arrivée au pouvoir de l'Union Civique Radicale avec la première présidence de H. Yrigoyen en 1916. On aurait donc en ce cas une forte corrélation entre régimes politiques et régimes économiques.

⁷ Le frein au développement est ici non pas le fait que les droits de propriété ne sont pas sécurisés (thèse néo-institutionnaliste libérale) mais bien plutôt la structure concentrée de leur distribution. On retrouve ici le problème classique analysé par Marx à la suite des économistes classiques (Ricardo, Malthus, Sismondi, Jones) de la contradiction entre propriété foncière et capitalisme; dès lors que le sol

culture de terres vierges afin de maximiser la productivité de leurs patrimoines, l'agriculture extensive offrant des gains immédiats avec peu d'investissement. Mais les faibles niveaux d'investissement étaient aussi la conséquence de la situation du marché de travail où des salaires décroissants en raison d'une flexibilité accrue de la main d'œuvre, du fait de l'immigration massive, réduisait l'incitation à utiliser des technologies économes en travail (Adelman, 1992, pp. 297-298).

Frente a este declive de la economía de exportación agrícola y ganadera, hubo un viraje de algunos de los sectores agro-exportadores y de los funcionarios vinculados con ellos hacia la industrialización. A pesar de que este fue un cambio significativo, no obstante, estaba muy limitado (si lo comparamos, por ejemplo con Brasil en la misma época, como lo discutiremos adelante). El modelo que se estaba concibiendo no pretendía que Argentina se convirtiera en una potencia industrial, no pretendía integrar la industria horizontal y verticalmente, dejaba grandes vacíos en las ramas, con lo que limitaba su efecto multiplicador y auto-sostenido y de hecho preanunciaban la manera negativa en la que iban a impactar en el comercio exterior, en tanto que la forma de industrialización iba a requerir cantidades crecientes de importaciones de bienes intermedios y de capital (Rappaport, 2005: 279): Esto darían lugar a una crisis de divisas y de endeudamiento del Estado (de hecho de la misma manera que en México) que estallaría a fines de los años cincuenta.

Une caractéristique de la coalition dominante propre à la période du fédéralisme libéral-oligarchique argentin est qu'en tant qu'elle était très restreinte, son caractère défensif s'est fortement accentué, et cela d'autant plus qu'elle avait en face d'elle des intérêts forts qui menaçaient son hégémonie. Le développement de l'industrie argentine et de la classe ouvrière dans le premier 20^{ème} siècle jusqu'à la crise de l'entre-deux guerres, sur la base de la dynamique du secteur externe, s'est en effet traduite par l'émergence d'une coalition concurrente sanctionnée par l'arrivée au pouvoir de l'Union Civique Radicale (UCR) et les présidences d'H. Yrigoyen. A partir de 1929, la situation sociale s'aggravant avec la crise désormais évidente du modèle agro-exportateur, l'oligarchie libérale a alors adopté une posture réactionnaire et répressive, proche de celle que Barrington Moore considérait comme caractéristique de la plupart des intérêts

(la terre) intervient comme moyen de production et que le propriétaire en tire des rentes en la louant à un capitaliste et non en la mettant en valeur lui-même, l'investissement dans l'agriculture ou dans la production du cadre bâti est limité par le fait que celui qui met en valeur la ressource et le propriétaire sont des personnes différentes. Dans le cas argentin, cette séparation entre le rentier et l'exploitant est alimentée et reproduite par le fait que les immigrants bénéficiaient bien des droits civils, mais pas de droits civiques, i.e. d'accès à la citoyenneté (cf. Botana, 1993, p. 249).

agraires dans le monde⁸. Ce caractère défensif de la classe dominante a eu comme conséquence que la classe ouvrière argentine, la plus développée du Continent, était aussi celle qui avait le moins de droits politiques et sociaux. Il est illustré désormais par le fait que l'oligarchie s'est retranchée en dehors de la vie partisane telle qu'elle s'est réorganisée au début du 20ème siècle ; elle a toujours agi depuis en tant que détentrice d'un droit de veto plus que comme un acteur politique apparaissant en tant que tel. (Juan Carlos Portantiero, 1982: 23-29; O'donnell, citado por Linz y Stepan, 1996)

El peronismo surge en parte como respuesta al fin de la segunda guerra mundial a la recuperación de la economía internacional y sobre todo a la eliminación de las barreras proteccionistas implícitas que había erigido la crisis de 29-2 y la segunda guerra mundial. A pesar de que es claro que el gobierno de Perón siguió el proceso industrializador con mayor conciencia que el anterior en los años treinta, no obstante, continuó en cierta medida con este tipo de industrialización incompleta fundamentalmente debido a su carácter pragmático, ad-hoc (finalmente sobre-determinada por sus propósitos políticos, más que por los económicos). Para el peronismo, la industrialización estaba en el centro de su proyecto, para lo cual amplió el aparato estatal y la intervención del Estado en la economía.. No obstante, el contraste más significativo del proyecto industrializador del peronismo, lo que lo distingue del intento anterior, es que estaba basado en la expansión del mercado interno y en una alianza entre los sectores sindicales y un sector del empresarios nacionales, que se expresaron más claramente en las políticas sociales de ese gobierno (Rappaport, Op. Cit: 331).

Au plan social, le péronisme qui s'affirme dans l'après-guerres répond aux revendications de la classe ouvrière en matière de droits politiques et sociaux : il impose une expansion des salaires ouvriers et distribue des avantages sociaux aux travailleurs syndiqués, ce qui lui permet de mener une politique de cooptation du syndicalisme et de marginalisation des leaders syndicaux communistes. Le péronisme s'est aussi accompagné d'un changement de perspective économique : l'industrie de biens de consommation a bénéficié d'une protection, de l'expansion du crédit et de la constitution d'un marché interne basé sur la hausse des salaires et des prestations sociales aux travailleurs. L'augmentation de la consommation interne de produits

⁸ Ainsi en 1930, H. Yrigoyen élu président en 1928 avec plus de 57% des votes et qui apparaît alors comme porteur d'un renversement de la coalition libérale et de l'avènement d'une société plus démocratique, est renversé par un coup d'état militaire (Botana, 1993, pp. 252-253).

alimentaires a été de pair avec des contrôles de prix et des taux de change favorisant la consommation aux dépens de l'exportation de ces produits (Teichman, 1982, p. 63).

Ainsi, le secteur économique prédominant pendant près d'un siècle en Argentine a été confronté à une crise de sa capacité compétitive à l'extérieur et à une perte d'hégémonie économique et sociale à l'intérieur. D'où sa radicalisation politique et la polarisation de la société argentine. La forme de domination économique associée à la domination politique de l'oligarchie agro-exportatrice devenant de moins en moins viable, celle-ci a alors fait appel à des formes de plus en plus répressives pour maintenir sa domination exclusive sur des forces sociales qui, du fait de leur accès à des droits politiques, pouvaient désormais revendiquer une réorientation de la stratégie économique du pays.

Pour sa part, Perón a non seulement œuvré contre les intérêts agraires, mais aussi favorisé une partie des entrepreneurs contre les autres. Il a favorisé les secteurs économiques nouveaux, créés sous sa houlette, ainsi que ceux qui coïncidaient avec sa politique de cooptation du syndicalisme.

Par exemple, la Confédération des industries de la métallurgie légère a appuyé le péronisme dans la mesure où elle profitait de l'intervention étatique sous la forme d'une distribution des ressources en devises, matériaux primaires, ainsi que de l'expansion du marché interne due à l'augmentation du niveau de vie. Par contre l'industrie lourde, équipement et métallurgie, a souffert d'un manque d'appui ainsi que de l'ouverture aux importations. Ce fut aussi le cas de l'industrie textile qui aurait dû profiter de l'expansion du marché interne, mais qui souffrait, tout comme le secteur agricole et de la viande, du contrôle des prix des produits de base ainsi que de la politique des taux de change qui augmentait les prix des matières premières pour cette industrie : la soie et les fibres synthétiques importées (Teichman, 1981 : 149).

El golpe de Estado denominado la « Revolución Libertadora » de 1955 no restituye los intereses agro-exportadores, porque como bien dice Rappaport, el proceso de industrialización que se venía dando desde los años treinta y durante el periodo peronista habían complejizado enormemente las estructuras de clase de la Argentina. Ya no existía un grupo dominante puesto que la antigua oligarquía terrateniente había perdido peso frente al surgimiento de una clase industrial, Ya no existía un proyecto común, dado que los grandes industriales presentaban intereses distintos a los de los pequeños y medianos (Rappaport, op. Cit: 447) Es por ello que el gobierno surgido de esta “revolución » no se decidió por un proyecto económico coherente. “desde una perspectiva histórico-estructural, el golpe reflejaba la necesidad por parte de los círculos

económicos dominantes de acentuar la reorientación del rumbo económico : favorecer la entrada irrestricta de inversiones extranjeras, realizar la apertura del comercio exterior, eliminar las regulaciones estatales y subordinar la base social del peronismo a los objetivos de las nuevas formas de acumulación, intensificar el acercamiento con los EE :UU. (Rappaport, op. Cit., 404) A pesar de que la política económica de la revolución libertadora contó con el asesoramiento de Raul Prebisch y tenía un lejano horizonte industrialista, que proponía profundizar la sustitución de importaciones para extenderlo a otros sectores (Rappaport, op. Cit. 451), en el fondo apuntaba por una parte a una redistribución del ingreso inversa a la del peronismo, privilegiando las tranferencias de la ciudad al campo y del trabajo al capital y a estimular la producción agropecuaria con el objetivo de equilibrar las cuentas externas. (Ibid.) Pero lo que mejor caracteriza a las políticas económicas que se aplican desde ese momento en adelante es que el equilibrio (podríamos decir catastrófico) de fuerzas que existen en la Argentina determinan la « ausencia de un proyecto común de largo plazo », lo que le imprimió a la economía Argentina « ... un carácter errático e inestable al que muchos le atribuyen la principal responsabilidad en el progresivo retraso económico de la Argentina frente a las grandes potencias y frente a otros países que en años antes estaban en igual o pero condición, como el Brasil, Australia, Canadá o Nueva Zelanda ». (Rappaport, op. cit., 447)

De cette manière, la polarisation entre les intérêts agro-exportateurs argentins et les intérêts industriels, et d'autre part, entre les industriels qui produisaient des biens de consommation pour le marché interne avec des matières premières locales, et ceux qui, comme le textile, dépendaient des produits importés, a eu pour conséquence qu'au moment de la crise et du démantèlement des instruments du modèle de substitution d'importations par les gouvernements militaires qui se sont succédés entre 1976 et 1983, et une nouvelle fois dans les années 1990 pendant les deux mandats de Menem, il n'y a pas eu d'acteur entrepreneurial ayant la capacité de défendre ces institutions ou de promouvoir un projet de développement quelconque (Boschi et Gaitan, 2008). Cette polarisation entre intérêts agricoles et industriels et à l'intérieur de ces derniers explique aussi pourquoi l'économie de substitution d'importations en Argentine, n'a pas pu être complétée jusqu'à incorporer les biens d'équipement comme au Brésil (Teichman, 1981 : 152).

Brésil

A pesar de que la producción de café en el Brasil produjo una gran riqueza, no le dio tal prosperidad a este país en comparación con lo que le dio a Argentina la producción de bienes agrícolas. Es precisamente esto lo que explica el proceso posterior de la industrialización. “La permanente escasez de divisas y la desvalorización de su moneda, dificultando y encareciendo las importaciones, impulsaron la expansión del sector industrial brasileño... ya en los primeros años de la década de 1870 grandes fazendeiros de café invirtieron parte de sus excedentes en fábricas de tejidos instaladas, por ejemplo en Sao Paulo y Campinas” Esta decisión evitó un corte más profundo en los intereses de las clases dominantes, como sucedió en Argentina y permitió una mayor consolidación de la unidad nacional a través del Estado, para ejecutar, después de 1930, políticas de industrialización. (Rappaport, op. Cit: 295) Además, el proceso de industrialización brasileño contó desde mucho antes que el argentino con el apoyo del Estado. Desde principios del siglo XX existía en Brasil una fuerte protección arancelaria, mientras que en Argentina, los aranceles eran menores y tenían una finalidad fiscal, más que de protección (Ibid.)

La coalition qui a été à la base du développement brésilien a été toute autre. Getulio Vargas, ex-gouverneur de Rio Grande do Sul, prend le pouvoir en 1930 contre les oligarchies de Rio de Janeiro et de Minas Gerais. Celles-ci avaient assumé la présidence à tour de rôle pendant la première République fondée en 1889 et dépendaient alors fortement de l'exportation du café, principal produit exporté par le Brésil. La crise mondiale de 1929, qui réduit drastiquement cette exportation, provoque une crise de l'oligarchie dont le pouvoir repose sur cette denrée (Loewenstein, 1942, pp.16-17). Vargas s'appuie sur un autre secteur de l'oligarchie traditionnelle (celle du Nord-Est et de Rio Grande do Sul), sur les secteurs militaires de base qui se sont déjà rébellés plusieurs fois dans les années 1920 contre la structure élitiste de l'armée (les *tenentes*), et sur les secteurs populaires urbains de Sao Paulo et de Minas (Fausto, 1995, p.183). Bien que les vieilles oligarchies des propriétaires terriens soient écartées du pouvoir avec le triomphe de la révolution varguiste, le fait que Vargas ait dû s'appuyer partiellement sur elles l'empêche de démanteler les structures traditionnelles de domination, ce qui explique qu'il n'y ait jamais eu de réforme agraire au Brésil (Touraine, 1989). Il revient alors à l'Etat d'équilibrer les rapports de force entre les différents secteurs sociaux, et à cette fin de construire les bases du développement brésilien. « La revolución de 1930 tuvo su apoyo en una alianza heterogénea o « Estado

de compromiso » que se fortaleció y autonomizó como un organizador del pacto social, desplazando a la República Oligárquica que se había sustentado en el predominio de los intereses paulistas y de Minas Gerais: En forma inversa; el golpe militar encabezado por Uruburu en la Argentina restauró en el poder a la oligarquía tradicional, que aceptó un proceso de industrialización espontáneo, pensando siempre en el regreso a la economía agroexportadora” (Rappaport, op. Cit., 296)« Aunque Vargas representaba a un Estado donde predominaban los intereses ganaderos, estos buscaban desarrollar el mercado interno para colocar allí sus productos, lo que los asociaba a la burguesía industrial de más largo arraigo y trayectoria de la que existía en la Argentina. Además, la necesidad de obtener bienes de capital y financiamiento para acelerar la industrialización, coincidía con la importancia que tenía para los cafetaleros, quienes conformaban los sectores oligárquicos más tradicionales, el mercado norteamericano” (rappaport, op. Cit., 292)

Cette autonomie de l’Etat a permis que, à l’opposé du péronisme, Vargas et son *Estado Novo* impulsent le développement des industries de base, tels que l’acier, sous la forme de grandes entreprises publiques. Cette même autonomie et le recours à une politique d’équilibre entre les secteurs traditionnels et modernes ont fait que, en contraste avec l’Argentine, le développement de l’industrie s’est fait sans discrimination à l’égard des intérêts agricoles qui avaient été dominants auparavant, notamment ceux du sucre et du café (Silva, 2007 : 80). C’est pourquoi le Brésil a réussi à développer une industrie de biens de consommation, une industrie d’équipement, et un secteur agricole très capitalisé et performant à la fois exportateur et fournisseur de denrées alimentaires suffisantes pour alimenter la population. Ainsi, alors que le Mexique importait en 1950 et 1960 respectivement 13% et 10.4% du total de ses consommations intermédiaires et 66% et 54.9%, de ses biens d’équipement, au Brésil entre 1949 et 1964, le pourcentage de biens intermédiaires importés est descendu de 26% à 6.6%, et celui des biens d’équipement de 63.7% à 10% (Gollás, 2005).

Por otra parte, los industriales brasileños dieron en varias ocasiones un fuerte apoyo al gobierno brasileño, lo que no fue en absoluto el caso de los argentinos, que como vimos anteriormente estaban fuertemente divididos en cuanto a los intereses que se apoyaban en el proceso industrializador (Sikkink. La acción de los empresarios argentinos estaba más basada en su ideología que en sus intereses (lo que definía su actuar era más el conflicto fundacional entre peronismo y anti-peronismo) como se vio el caso del gobierno de Frondizi, cuando a pesar de ser un gobierno que impulsó la industrialización se enfrentó con los intereses de los empresarios cuando intentó

negocier con el peronismo. En el caso brasileño, los industriales tenían una ideología más claramente desarrollista. Contrariamente a sus contrapartes argentinas los industriales brasileños eran más desarrollistas que liberales y aceptaban más fácilmente la inflación, que subordinaban al desarrollo económico y a la industrialización. (Sikkink, op. cit., 396-410)

Les militaires qui ont pris le pouvoir en 1964 n'ont pas remis en question le modèle développementiste de Vargas et des gouvernements démocratiques qui avaient suivi, comme ce fut le cas en Argentine et au Chili. A partir des années 1970, ils ont promu des « *joint ventures* » entre capitaux étrangers et capitaux nationaux publics et privés afin de promouvoir les industries de biens d'équipement. L'administration Geisel a renforcé l'accent mis dans le régime d'accumulation sur la production nationale de biens d'équipement et de consommation intermédiaire, en mobilisant à cette fin l'expansion d'entreprises publiques (Cardoso, 1988, p.143). Cette politique a été assez largement couronnée de succès (ce qui contraste avec l'échec du Mexique à développer cette même industrie exclusivement avec du capital étatique). Il en est résulté que le Brésil est le pays d'Amérique Latine qui a avancé le plus loin dans la substitution d'importations et qui a eu la politique économique la plus cohérente.

Mexique

Au Mexique où, à la différence du Brésil et l'Argentine, il n'y a pas eu jusqu'à très récemment de changement de système politique depuis la fin de la révolution sociale qui a éclaté en 1910, en revanche celle-ci a eu trois conséquences sur la coalition au pouvoir et la relation entre politique et économie. En premier lieu, l'Etat mexicain a rempli le vide politique et économique créé par la révolution. La révolution et la réforme agraire qui l'a suivi ont détruit les bases politiques et économiques de la grande propriété foncière. Le nationalisme inhérent au mouvement a conduit par ailleurs à l'expropriation du capital étranger. Ainsi les deux piliers de l'ancien pouvoir porfiriste et de son économie ont été démantelés. On a déjà mentionné que l'État qui a surgi de la révolution mexicaine n'a pas eu besoin de s'appuyer sur une oligarchie au détriment d'une autre, du fait qu'il était parvenu à créer ses propres bases sociales d'appui politique : les travailleurs des entreprises d'Etat et de l'appareil de l'administration gouvernementale, les travailleurs du privé organisés dans les confédérations syndicales qui dépendaient du PRI, et les paysans qui ont bénéficié de la réforme agraire.

En ce qui concerne les secteurs entrepreneuriaux, la révolution et la réforme agraire ont éliminé (économiquement et politiquement) les grands propriétaires ruraux traditionnels, qui fondaient leur économie sur l'utilisation extensive des terres. Ceux qui se sont reconstitués pendant les années 1950 et 1960 sont nés de concessions de l'Etat et ont développé une production fondée sur une mise en valeur plus capitaliste des terres et une commercialisation capitaliste. D'autre part, les entrepreneurs qui sont nés de l'industrialisation et de l'urbanisation associées au processus de substitution des importations qui a été mis en place à partir de la 2nde guerre mondiale, dépendaient également de concessions politiques et de la protection et des investissements gouvernementaux. Dépendant économiquement de l'Etat, les entrepreneurs n'ont pas eu de réelle capacité politique autonome jusqu'aux années 1980 qui ont vu le système politique se libéraliser ; ils se sont alors ralliés au parti de droite, le PAN.

Les transformations plus récentes

La place nous manque ici pour discuter de façon approfondie de l'évolution la plus récente des coalitions sociopolitiques dominantes dans les trois pays ici envisagés. Abordons les néanmoins brièvement en les examinant conjointement. Les coalitions développementistes ont été démantelées au Mexique et en Argentine durant les années 1980 et 1990. Au Brésil, la coalition structuraliste (formé par des entrepreneurs nationaux, fonctionnaires des ministères économiques et sociaux, ainsi que du syndicalisme) a mieux résisté à l'offensive néolibérale ; cette dernière ne s'y est déployée qu'à partir des années 1990 et sans prendre un caractère extrême. En fait, par contraste avec l'Argentine et le Mexique où le modèle néolibéral a été appliqué de manière orthodoxe et a affecté profondément les intérêts industriels nationaux (sauf les grands groupes) et le syndicalisme, le Brésil a suivi un chemin plus hétérodoxe⁹. Au Mexique, le nouveau modèle économique a été imposé par un gouvernement autoritaire, le changement de modèle économique se faisant avant la démocratisation. En Argentine, c'est un gouvernement issu de la nouvelle démocratie, avec l'appui d'une bonne partie des syndicats péronistes, qui a mis en œuvre une ouverture totale de l'économie, un ajustement monétaire et fiscal et des privatisations d'ampleur radicale. Au Brésil, même si les gouvernements Collor et Cardoso ont mené des mesures

⁹ Cf. en bibliographie les divers travaux de Brasilio Sallum Jr sur la permanence du libéral-desenvolvimentismo dans les gouvernements Cardoso et Lula.

d'ouverture économique et de dérégulation, et bien que la coalition structuraliste se soit affaiblie, la résistance au niveau social d'une part, ainsi que l'opposition politique, au Congrès, de la part du Parti des Travailleurs, ont empêché que les mesures néolibérales soient appliquées de manière aussi radicale (de Melo, 1995).

Plus récemment, alors qu'au Mexique, les deux gouvernements successifs du PAN, parti de centre droit, ont continué à appliquer des politiques néolibérales strictes, ceux de Lula au Brésil et des Kirchner en Argentine ont pris leur distance vis-à-vis du FMI et mis en œuvre des politiques d'obédience plus nationaliste. Au Brésil, la conjoncture électorale de 2002, dans laquelle a été élu Lula, a vu se construire un puissant courant d'opinion dans le monde entrepreneurial prônant une correction du processus d'ouverture indiscriminée de l'économie des années 1990 et l'adoption d'une politique industrielle appuyant tant la substitution compétitive des importations que les exportations (Diniz et Boschi, 2003 : 27). Bien que ces évolutions n'aient pas encore donné lieu à la formation claire d'une nouvelle coalition développementiste et à une politique radicalement différente qui ne serait plus soumise aux injonctions de la finance (Erber, 2008), elles ont néanmoins stoppé l'approfondissement du modèle libéral-monétariste imposé pendant les années 1990 et conduit à mettre en œuvre des mesures qui divergent de ce modèle. En Argentine, la situation est plus complexe du fait que les politiques des gouvernements Nestor puis Christina Kirchner, menées suite à la profonde crise économique et politique de 2001-2003, ont rencontré de fortes résistances notamment de la part des secteurs agro-exportateurs. Compte tenu de l'ampleur du démantèlement de l'Etat qu'a connu le pays dans les années 1990 et de l'absence de toute prise en charge des problèmes liés à la structure fédérale du pays, on peut néanmoins douter que le modèle économique libéral-exportateur soit véritablement remis en cause dans ce pays.

2.2. Les empreintes des coalitions politiques sur les relations de travail, le régime monétaire et la structure de l'Etat

Esquissons maintenant une description de la variété des formes institutionnelles qu'on peut prendre pour chacun des trois pays envisagés les coalitions dominantes dans trois domaines relativement autonomes, les relations de travail, les relations monétaires et financières, et la structure organisationnelle de l'Etat.

Le syndicalisme et les relations industrielles

La situation du syndicalisme et des relations industrielles est très contrastée dans les trois pays¹⁰.

En Argentine el sindicalismo era propiamente un sindicalismo político, que recibía su fuerza de su vinculación con la política, en particular con el partido peronista. Il y'avait un fort mouvement ouvrier qui, même s'il était assez bureaucratisé puisqu'il était signalé pour exercer le contrôle du mouvement péroniste, dans beaucoup des cas il était né avant la cooptation par le gouvernement de Juan Domingo Perón. Il était donc un syndicalisme fortement ancré dans les lieux du travail de certaines grandes entreprises, mais absent dans les entreprises plus modestes surgis avec le développement du marché interne et l'industrialisation de la période péroniste. En général, à partir du péronisme le syndicalisme était surtout ancré dans la société, tant par une identité très forte, comme par le fait que les syndicats de chaque branche contrôlaient les *obras sociales*, soit la sécurité sociale: les services médicales, de retraite, ainsi que d'autres bénéfices collectives, comme des hôtels, maisons de repos, etc.

Dans le cas du Brésil, il s'agit d'un syndicalisme corporatif, qui avait été crée d'en haut pendant la période de l'Estado Novo de Gétúlio Vargas, un syndicalisme que les lois du travail expédiés en 1943, les *Consolidação das leis do Trabalho (CLT)*, avaient fortement marqués. Les syndicats étaient fondamentalement absents des lieux du travail et étaient mènes par des dirigeants bureaucratisés très liés à l'Etat, les célèbres *pelegos*.¹¹ La clé de voûte de ce système syndical était ce que s'appelle « l'unicité syndicale », soit l'existence d'un seul syndicat par profession ou branche au niveau municipal, reconnu officiellement par les tribunaux du travail, sans quoi il n'avait pas de personnalité juridique. Le complément de cette condition était l'impôt syndical : un jour par an par travailleur prélevé à tous les travailleurs soient ils syndiqués ou non. Par ailleurs, le syndicalisme brésilien n'avait pas la faculté de négocier directement les conditions collectives de travail et les salaires, en tant celles-ci se déterminaient en dernière instance par des résolutions des tribunaux du travail au niveau municipal.

Aunque las relaciones industriales de los tres países que se establecieron entre los años 30 y 50 del siglo pasado han sido consideradas como corporativas, tienen

¹⁰ Pour plus de détails sur le Brésil et le Mexique, cf. Bizberg (2004).

¹¹ Ronaldo Munck, *Latin America: the transition to democracy*, London, Zed books, 1989, p. 88.

profundas diferencias. En México, el sindicalismo surge estrechamente vinculado al Estado revolucionario, como su base de apoyo principal; a diferencia del campesinado estaba organizado en sindicatos centralizados y tenía impacto en sectores centrales de la economía: electricidad, ferrocarriles, minería, petróleo, etc. La vinculación es tal, que en realidad es posible considerar al sindicalismo como subordinado al Estado durante el periodo del régimen priista. La relación entre el Estado y el sindicalismo era netamente política (como la Argentina y a diferencia de la brasileña que era más administrativa) El sindicalismo mexicano era un sector fundamental para asegurar las movilizaciones políticas y las elecciones, además de que lograba controlar las demandas de los sectores obreros. La retribución a los dirigentes obreros era (como en Argentina) en términos de puestos políticos. A la différence du syndicalisme brésilien, les syndicats mexicains avaient besoin de contrôler plus directement les travailleurs en leur imposant la syndicalisation obligatoire et l'existence d'un syndicat par entreprise, la *closed shop*, et pour mieux le contrôler l'organisation des syndicats était atomisée, basé sur les entreprises et non pas au niveau des branches.

Estas diferencias tuvieron consecuencias distintas sobre la coalición de intereses favorables a la industrialización. En el caso mexicano el sindicalismo no era independiente de la acción del Estado, sólo reforzaba su postura frente a los empresarios, que por otra parte también dependían de él para sus recursos económicos, permisos, etc. El Estado, en México, debido a la Revolución y al hecho de que las clases terratenientes, el sector más poderoso del antiguo régimen había sido destruido era el actor más dominante; a eso se añadía el hecho de que había logrado organizar a campesinos y obreros bajo su dominio. En Argentina, el sindicalismo obrero se vinculó a un Estado que se apoyaba en él y que lo fortalecía. Esto, aunado al hecho de que el sector social más importante, los terratenientes, aunque habían sido debilitados por la crisis económica y por el surgimiento de un sector industrial se mantenían como una fuerza poderosa que veía en el sindicalismo y en su aliado peronista a un enemigo. El Estado era débil frente a la sociedad. Como lo plantea Sikkin, aunque el peronismo puede verse como un caso de fuerte autonomía del Estado, es más bien un caso de fuerte autonomía de gobierno, no había un sentido de "stateness" (Sikkin, p. 351) el gobierno estaba en manos de los aliados del sindicalismo, como estará en otro momento en manos de los aliados de la oligarquía agro-exportadora. La vida política de Argentina estaba fuertemente polarizada entre estos dos actores, el Estado más que la política era el

terreno du su conflicto. De ahí por ejemplo que mientras que en México es el Estado quien controla los mecanismos de la seguridad social, las pensiones, los servicios de salud, en Argentina esta sea facultad de los sindicatos. Finalmente, en Brasil, el Estado controlaba al sindicalismo mediante los distintos mecanismos que hemos mencionado, pero no se apoyaba en él a manera del priismo o el justicialismo; las bases del Estado brasileño eran múltiples, algunos sectores terratenientes, los gobernadores y los industriales. La autonomía del Estado brasileño de la sociedad era una realidad. El momento en el cual se pudo en duda este hecho, durante la presidencia de Goulart, cuando el gobierno pareció estar demasiado inclinado hacia los intereses sindicales, terminó en un golpe de Estado militar.

Estas diferencias no sólo tuvieron consecuencias sobre el proceso de industrialización por sustitución de importaciones sino sobre la manera en la que se ha aplicado el actual modelo neoliberal.

Le Mexique est un cas qui paraît extrême mais qui en fait combine une très forte protection de la main d'œuvre pour certains industries dans les secteurs les plus stratégiques, avec une insécurité totale dans la grande majorité des lieux de travail. Les travailleurs des grandes entreprises comme celle du pétrole, de l'électricité, les enseignants de l'instruction primaire sont très protégés, alors que ne le sont pas du tout les travailleurs des secteurs où il n'y a pas de syndicats ou seulement des syndicats qui n'ont d'existence que sur le papier et ont été créés par les entrepreneurs afin de bloquer la création de véritables syndicats (ces *sindicatos de protección* sont la plupart du temps inconnus des travailleurs qui pensent ne pas être syndiqués). Se combinent de la sorte deux blocages, des secteurs stratégiques où les salariés bénéficient d'une forte protection, mais où la gestion bureaucratique et corporatiste est un frein à une modernisation technologique des entreprises (cas par exemple de PEMEX), et des secteurs « modernes » (les *maquiladoras*) où règne une insécurité extrême, du fait d'un contournement du Code du travail.

En Argentine où le syndicalisme n'a jamais été très ancré dans les entreprises, la flexibilisation s'est produite sans beaucoup de modifications législatives. Le gouvernement Menem a néanmoins poussé à ce que les syndicats négocient de plus en plus au niveau local, au lieu de négocier au niveau sectoriel ou national, comme c'était le cas auparavant. Il a aussi, par la loi du travail de 1994, obligé les syndicats à négocier des augmentations de salaires en liaison avec les accroissements de la productivité. Cette réduction de la capacité des syndicats a été négocié avec la CGT (la centrale

péroniste) en échange de la préservation de leur maîtrise des « *obras sociales* », institutions de protection sociale qui constituent en Argentine la force primordiale des syndicats depuis l'institution du péronisme; celles-ci garantissent en effet la fidélité des travailleurs à des syndicats qui s'inscrivent généralement dans le cadre d'un syndicalisme de type « agence de services ».

Pour sa part, le syndicalisme brésilien apparaît comme une exception relative en Amérique latine, même si le pays, comme le reste du continent, a connu une poussée vers plus de flexibilisation. Le syndicalisme brésilien a réussi à garder son autonomie et à résister du fait qu'il a été non seulement un acteur central du processus de démocratisation, mais aussi un acteur important de la discussion de la Constitution de 1988. Même s'il n'a pas osé proposer le démantèlement des instruments corporatistes de la loi du travail, il a néanmoins réussi à imposer, avec d'autres acteurs sociaux, d'importantes mesures en faveur des travailleurs. Les syndicats ont aussi réussi à s'implanter à l'intérieur des entreprises, notamment les plus grandes, ce qui n'était pas le cas auparavant, et à pénétrer des secteurs où ils n'étaient pas présents comme le secteur agricole. Par ailleurs, le taux de syndicalisation a augmenté, même si les syndicats sont plus petits. Finalement, le syndicalisme est resté au Brésil un interlocuteur important du gouvernement, tant à l'époque plus libérale de Cardoso, où il a négocié avec les entrepreneurs et le gouvernement les accords de branches connus sous le nom des *cámaras sectoriais*, que sous la présidence Lula, où les négociations sur la loi du travail ont finalement échoué mais n'ont pas non plus donné lieu à une réforme unilatérale comme dans la plupart des autres pays latino-américains.

Systemes financiers et régimes monétaires.

A la différence des pays développés (notamment le Canada et les Etats-Unis pour ce qui concerne les Amériques) où l'existence d'un marché de titres financiers et d'un système bancaire bien développé ont depuis le 19^e siècle permis aux entreprises d'accéder facilement au crédit et à l'épargne, en Amérique latine les entrepreneurs n'ont pas bénéficié de telles facilités. Cela a eu pour conséquence de lier directement la taille des entreprises à leur capacité à s'autofinancer et/ou à mobiliser du capital par la voie de leurs réseaux sociaux personnels (Haber, 1991 : 560). Nonobstant, le Brésil et le Mexique se distinguent à cet égard à partir du tournant du 20^{ème} siècle, le Brésil connaissant alors un développement plus important du marché des capitaux que le

Mexique. D'où un déclin relatif de la concentration de l'industrie brésilienne par rapport à la situation mexicaine, au point que la structure de la manufacture textile brésilienne en 1930 s'est beaucoup rapprochée de celle des Etats-Unis, alors qu'au Mexique celle-ci ne se modifiait pas.

La raison de ces différences entre le Brésil et le Mexique est, selon Haber, d'ordre politique. La fin de la monarchie brésilienne et la formation de la première République en 1889 ont eu comme conséquence la libéralisation des marchés financiers. Pour sa part, le Mexique a continué à être dominé par la dictature porfiriste qui comptait avec le support d'un très petit nombre de capitalistes financiers soucieux d'empêcher l'entrée d'autres groupes et individus dans le secteur financier et bancaire (Haber, 1991 : 561). On peut ajouter qu'après la Révolution, à partir des années 30, l'implantation d'un nouveau régime autoritaire très restrictif au Mexique, a également empêché le développement d'un système financier ouvert et développé.

Bien que cette interprétation des différences entre le Mexique et le Brésil informe la variété de leurs trajectoires économiques respectives, elle n'en renvoie pas moins à une conception étroite du développement capitaliste, car exclusivement associée à l'existence et au développement d'un marché financier. Elle fait ainsi abstraction des types de capitalisme qui se sont développés avec des marchés financiers restreints et en privilégiant les outils du crédit bancaire et/ou du financement public. Sont ainsi passés par pertes et profits les cas du Japon, de l'Allemagne et de la France où le développement capitaliste a trouvé ses bases dans des relations directes entre banques (privées et/ou publiques) et entreprises (privées et/ou publiques) sans la médiation d'un marché financier, lequel n'était pour l'essentiel mobilisé que pour assurer la liquidité des emprunts publics (Zysman, 1983 ; Conti,). Ce privilège donné aux marchés financiers et la non prise en considération¹² de systèmes bancaires pouvant être autonomes vis-à-vis de ceux-ci et initiateurs d'un développement par l'offre de monnaie de crédit aux entreprises (perspective keynésienne), témoignent d'un biais anglo-saxon du regard porté sur le développement par la nouvelle économie institutionnelle. Il s'agit là en outre d'une vision lénifiante, naïve des marchés financiers, lesquels sont supposés ne pas faire intervenir dans leur fonctionnement des relations personnelles et politiques nuisibles à la concurrence, ce qui est démenti par la sociologie financière. Ce

¹² Ou le présupposé de leur caractère non optimal et au mieux « second best » (Maurer et Haber, 2004).

fonctionnement est par ailleurs envisagé en faisant totalement abstraction du fait que ces marchés sont eux-mêmes organisés en entreprises capitalistes (les bourses de valeurs), du rôle qu'y jouent les banques et le crédit bancaire, ainsi que des opérations spéculatives qui font que ces marchés servent d'instruments à la concentration du capital (« raids », OPA), au point qu'on peut s'interroger sur leur capacité effective à véritablement financer la croissance économique et le développement¹³.

Dans les économies développées « coordonnées » hors marché (le modèle en étant l'économie allemande), l'accès au capital n'est pas entièrement dépendant du marché financier. Il ne dépend pas des profits immédiats des entreprises, de leur valorisation à court terme sur le marché des valeurs ni des prêts bancaires qui dépendent de cette évaluation en continu par le marché. Dans ce type de capitalisme basé sur des réseaux denses entre les entreprises (clients et fournisseurs) et avec les banques, le financement des entreprises n'est donc pas soumis aux fluctuations courtes des résultats de leur bilan annuel. Dit autrement, les entreprises ont accès à un capital « patient » qui leur donne accès au financement indépendamment de leur rentabilité immédiate (Hall et Soskice, 2001, p. 22-3).

Dans les types non libéraux de capitalisme, il peut aussi y avoir en complément une forte intervention de l'Etat dans les opérations des banques. C'est sur cette base que le Japon a connu un développement vigoureux dans l'après 2^{ème} guerre mondiale (et s'est retrouvé dans une crise profonde et longue à partir du moment où il a privilégié le développement de marchés financiers et réorienté son système bancaire à cette fin) (Amable, 2005, p.120). De même en Corée, la concentration des banques a été centrale pour assurer la première phase de la croissance tirée par les exportations. Les militaires qui y ont pris le pouvoir en 1961 ont créé deux institutions financières étatiques qui, avec la Banque centrale et sous la houlette du Ministère des Finances, ont distribué à des taux préférentiels des ressources financières à des secteurs spécifiques. Ce système a aussi financé les exportateurs avec des prêts à court terme qui ont été alloués sans limites aux entreprises qui avaient des ordres de vente confirmés (Haggard, 1992, pp.

¹³ Les marchés financiers servent plus à évaluer la valeur des entreprises qu'à nécessairement les financer, comme le montre le fait que certaines entreprises sont conduites à utiliser leur autofinancement pour racheter leurs propres actions de façon à se protéger contre des OPA hostiles ou tout simplement maintenir la valeur de ces actions. L'assimilation du développement des marchés financiers au développement tout court est donc fort problématique.

65-6)¹⁴. L'action des banques publiques d'investissement tant au Brésil et en Argentine qu'au Mexique a aussi été centrale pour assurer le développement durant la période de substitution d'importations.

Le privilège accordé aux marchés financiers par l'approche économique néo-institutionnaliste du développement et sa dévalorisation de la place et du rôle des banques va de pair avec le fait que le régime monétaire et ses implications distributives n'y sont aussi pas pris en considération, la monnaie étant postulée « neutre » du point de vue de la croissance économique. Dans l'analyse de la révolution financière anglaise par North et Weingast qui a été séminale pour le développement de ce type d'approche, pas un mot n'est dit de la grande refonte monétaire de 1696 qui a pourtant été un événement considérable et essentiel pour fonder le nouveau régime politique de la monarchie constitutionnelle et structurer le nouveau régime financier mis en place avec l'institution de la Banque d'Angleterre (Desmedt, 2007; Théret, 2008). Ce positionnement de la monnaie découle du fait que celle-ci ne peut pas rentrer dans le cadre du modèle théorique normatif de l'équilibre général qui continue d'être au fondement du néo-institutionnalisme économique. A contrario, l'analyse empirique met au premier plan la nécessité d'examiner ce qu'il en est des systèmes et régimes monétaires des pays dont on cherche à comprendre les trajectoires de (non)développement, systèmes et régimes qui sont à la base du développement de la finance et de la diversité de ses formes.

Dans Marques-Pereira et Théret (2004), il a été montré qu'après la période révolutionnaire qui a vu une multiplication des monnaies régionales, le régime monétaire mexicain a été structurellement (relativement au Brésil) restrictif et de type monétariste (avec une Banque centrale créée dès 1924). Le système monétaire est ici investi de la charge d'assurer la stabilité de la monnaie dans un contexte d'instabilité sociale et politique. Le Brésil a au contraire connu un régime monétaire laxiste et décentralisé (avec de puissantes banques contrôlées par les Etats fédérés) qui a, au contraire des arguments néoclassiques, favorisé la croissance et le développement du pays. A l'inverse du cas mexicain, la fondation de la Banque Centrale au Brésil ne date que de 1964 et celle-ci n'a disposé d'une véritable capacité de régulation centrale de la

¹⁴ Plus généralement et d'un point de vue théorique sur le rôle des banques et de l'Etat dans le financement du développement au Japon et dans les pays d'Asie orientale, cf. Aoki, Murdock et Okuno-Fujiwara (2000). Pour ces auteurs, on peut déduire du cas japonais qu'"il est possible que les revenus induits par les politiques visant à créer la base institutionnelle de la relation bancaire soient les seules nécessaires au début du processus de développement" (ibid., p. 28).

masse monétaire qu'à partir du début des années 2000, à la suite du Plan Real de 1994 et du PROES de 1999 qui a fédéralisé les dettes des Etats fédérés et procédé à une large liquidation par privatisation de leurs banques (Dillinger et Webb, 1999; Sola et Marques, 2006; Von Mettelheim, 2006). Quant à l'Argentine, elle a sur le long terme oscillé entre des périodes laxistes inflationnistes et hyperinflationnistes (Vitelli, 1986) et des périodes d'ultrarigidité (*currency boards*) de son ancrage monétaire, dans un contexte institutionnel qui est pourtant au plan financier extrêmement centralisé et géographiquement centré sur Buenos Aires (la Banque centrale créée en 1935 est localisée dans le micro-centro de Buenos Aires et ne dispose d'aucune succursale dans le pays). Cette extrême centralisation provoque de fortes asymétries quant aux effets des politiques monétaires fédérales qui conduisent de façon récurrente à des émissions de monnaies complémentaires par les Etats provinciaux (Théret et Zanabria, 2008). L'inflation dans le cas argentin apparaît moins comme une inflation d'accumulation comme au Brésil que comme le résultat *ex post* d'une incapacité politique à régler les multiples conflits sociaux et territoriaux qui divisent le pays et des difficultés des coalitions sociopolitiques dominantes à assurer leur hégémonie (Gerchunoff et alii, 2008).

Ces différences entre les systèmes monétaires et financiers des trois pays se sont prolongées jusqu'au temps présent en dépit de l'uniformité des politiques d'ajustement auxquelles ils se sont soumis. Tant par rapport au Mexique que par rapport à l'Argentine, le Brésil a conservé une proportion plus forte de banques sous contrôle national, alors qu'en Argentine, le processus de dénationalisation des banques dans les années 1990 a été radical. Le Mexique a résisté aux privatisations massives jusqu'à la crise de 1994-95, mais après celle-ci, les banques nationales ont été rachetées par des banques étrangères à 85%, taux supérieur à celui de l'Argentine qui était en 2001 de 61%. Au Brésil, le pourcentage de la banque dans des mains étrangères n'est que de 49% (**Boschi et Gaitán, 2008**).

Par ailleurs, l'Etat fédéral brésilien continue de disposer d'un instrument de promotion du développement sans égal en Amérique Latine, le BNDES, ainsi que de deux des plus importantes banques du pays que sont Banco do Brasil (chargée notamment des opérations du Trésor) et la Caixa Económica Federal, banques qui ont été recapitalisées

au début des années 2000 (von Mettenheim, 2006, pp. 339-342)¹⁵. Le BNDES travaille soit par l'intermédiaire des institutions financières, soit de manière directe. Il soutient les exportations via le Fond National de Développement. Il appuie l'économie avec des crédits à taux bonifiés dont en 2007, 44% sont allés à l'industrie, 45% à l'infrastructure et 4% au secteur agro-alimentaire. Par contre, en Argentine, l'équivalent du BNDES, le BANADE a été privatisé dans les années 1980 (Boschi et Gaitán, 2008/). Le Mexique a, quant à lui, conservé six banques de développement dont Bancomext et Nacional Financiera, créée en 1934 et qui fut la banque mexicaine de développement la plus importante de la période ISI. Mesurées en termes d'actifs, Bancomext et Nacional Financiera sont deux des plus grandes banques d'Amérique latine. Néanmoins, elles ont, surtout Nafin, réduit leur rôle de promotion de l'économie dès la crise de 1982, retrait qui s'est accentué avec l'ouverture commerciale et financière des années 1990. Les opérations de crédit à l'investissement productif de Nafin ont été réduites de 70% entre 1996 et 2004, et elle accorde de moins en moins de crédits directs aux entreprises ou à des secteurs porteurs, mais se limite à servir de garantie pour les crédits offerts par des banques commerciales aux petites et moyennes entreprises. Nafin a également concentré son activité sur le « *factoraje* », qui consiste à payer aux petits et moyennes entreprises les factures qui leur sont dues par d'autres entreprises, afin qu'elles ne manquent pas de liquidité. Elle sert enfin d'intermédiaire pour les crédits qui reçoivent le gouvernement mexicain des organismes internationaux (Manrique Campos, 2007 : 111-113).

Structuration de l'Etat

Une des caractéristiques communes aux divers régimes économiques latino-américains a été la forte intervention de l'Etat pendant la période de substitution d'importations. A partir des années 70 pour certains et des années 80 pour d'autres, il y a eu un « *roll over* » de la participation de l'Etat. Mais de même qu'il y avait eu d'importantes différences dans les caractéristiques des coalitions et de l'intervention de l'Etat qui soutenaient le modèle de substitutions des importations et dans les degrés d'approfondissement de ce modèle, il y a eu des différences considérables dans la

¹⁵ Ce à quoi on doit ajouter Banco do Nordeste et Banco da Amazonia "qui restent des agents centraux du développement régional, " Taken as a whole, these publicly owned financial institutions provide large levers over the Brazilian economy at significant odds with the global shift away from government allocation of resources in favour of markets" (ibid., p. 340).

période suivante quant au *timing* des réformes et à la profondeur du retrait de l'intervention économique de l'Etat. Une différence cruciale à cet égard est celle relative à la conjoncture politique au moment où le retrait de l'Etat se produit : moment autoritaire (Mexique), moment démocratique (Brésil), premier moment autoritaire (1976-1983) puis second démocratique (1991-2001).

Le Mexique et le Brésil sont sans doute les deux pays où l'Etat est le plus intervenu dans l'économie. On a déjà mentionné que le Mexique a instauré un régime politique à partir d'une révolution qui a conduit à la mise en place d'un Etat fort et centralisé tant du point de vue économique que politique. A partir de la prise de pouvoir par Vargas en 1930, mais surtout de l'instauration de *l'Estado Novo* en 1937, l'Etat brésilien a été lui aussi très présent au niveau économique. Néanmoins, il y a eu une différence essentielle entre les deux types de participation étatique. Alors que l'Etat Mexicain avait comme problématique principale la stabilité politique et, corrélativement, monétaire, l'Etat brésilien avait pour préoccupation majeure le développement économique. Parce que le Mexique sortait d'une révolution, la stabilité sociale était fondamentale. Aussi, le régime politique mexicain d'Etat-Parti stabilisé dans les années 30 a-t-il intégré en son sein les organisations des classes populaires, les syndicats et les organisations paysannes ; de la sorte, il pouvait contrôler le conflit distributif de manière préventive, et en matière économique, il a donné la priorité à la distribution dans un but de contrôle politique plutôt qu'à la croissance économique.

Pour sa part, le Brésil a connu des changements de régime : après le régime autoritaire de Vargas, il est passé à un régime démocratique entre 1944 et 1964, année où il a connu un coup d'Etat militaire. Chaque régime souffrait d'un déficit de légitimité, et pour tenter de le combler, tous ont choisi de se légitimer en promouvant la croissance économique : tant Vargas que Kubitschek et les militaires ont mobilisé l'Etat aux fins du développement d'un capitalisme national autocentré (Marques-Pereira et Théret, 2005).

Au Mexique, la solution que l'Etat a donnée à la crise financière de 1982 fut l'abandon de son rôle d'agent du développement et de la distribution. Il a privatisé les entreprises étatiques, abandonné le financement des « ejidos », ouvert l'économie, décentralisé les services éducatifs et de santé ainsi que l'assistance, et libéralisé la politique, en grande partie pour dénouer les pactes sociaux constitutifs de l'alliance nationale-populaire qui le contraignait à intervenir massivement dans la distribution des revenus. Il a pu le faire sans grande résistance en préservant le régime autoritaire, en le

libéralisant uniquement par la voie électorale afin de pouvoir continuer à contrôler les organisations populaires pour leur faire accepter la libéralisation économique. Au Mexique, l'Etat s'est aussi défait de la plupart des entreprises publiques dans les années 80 et 90, et il a abandonné, comme on l'a déjà mentionné, le secteur financier. Alors que l'Etat devait se convertir en un Etat régulateur, les institutions de régulation créées ont en fin de compte été très faibles, surtout face aux monopoles ou oligopoles qui se sont constitués dans plusieurs secteurs tels que la téléphonie, les médias, l'industrie du ciment, la distribution commerciale, etc. Néanmoins, l'Etat mexicain a conservé des secteurs stratégiques comme l'électricité et le pétrole, et il n'a pas privatisé les services de l'eau, la poste, comme cela a été le cas en Argentine.

Les militaires argentins (1976-1983) ont cherché à détruire le syndicalisme qu'ils considéraient comme ayant inféodé l'Etat. Mais, contrairement à leurs collègues chiliens et à l'autoritarisme mexicain, ils n'ont jamais eu la force nécessaire pour cela; l'opposition des syndicats qu'ils n'ont pu réduire les a empêché de consolider le régime libéral. C'est pourquoi certains auteurs considèrent qu'en Argentine il ne s'est pas instauré un régime militaire, mais plutôt une situation autoritaire (Linz et Stepan, 1996: 190). Par ailleurs, les militaires argentins n'ont pas cherché à privatiser l'ensemble des entreprises publiques. Ce n'est que sous les deux gouvernements péronistes de Menem que l'Argentine a procédé à des privatisations massives et que les politiques du Consensus de Washington ont été radicalisées. En Argentine comme au Mexique, ces politiques ont donc fini par affaiblir considérablement l'action économique de l'Etat.

Pour sa part, l'Etat brésilien, qui est celui qui était intervenu dans l'économie avec le plus de force, profondeur et cohérence, fut aussi celui qui s'est le moins retiré de celle-ci. Le Brésil a maintenu les capacités d'action de l'Etat, les militaires en place dès 1964 n'ayant pas pour projet de les démanteler. Au début des années 90, alors que le pays venait de passer à un régime démocratique et connaissait un certain retard dans l'application des recettes néolibérales, les gouvernements libéraux de Collor puis de Cardoso ont commencé à les appliquer. Néanmoins, le système politique atomisé du Brésil n'a pas permis la construction d'une coalition politique solide susceptible d'appuyer un démantèlement radical de l'Etat interventionniste. Y ont également joué en ce sens la présence d'une organisation syndicale d'opposition adossé à un parti discipliné (le Parti des travailleurs) ainsi que la résistance forte d'une société civile

active et opposée au néolibéralisme¹⁶. Retard dans et résistances à l'application des recettes néolibérales ont fait que le Brésil a été le pays où l'Etat a le mieux préservé ses attributions dans la vague néolibérale des années 80 et 90. L'Etat brésilien, outre le maintien de sa puissance financière qu'on a déjà mentionné, continue à être producteur direct dans des secteurs comme l'énergie et le pétrole.

C'est en Argentine que le retrait de l'Etat de l'économie productive est allé le plus loin, le gouvernement de Menem ayant privatisé la totalité des entreprises d'Etat (Boschi et Gaitan, 2008). Le fait que les Etats mexicain et brésilien aient conservé le contrôle sur des secteurs économiques stratégiques, n'est pas seulement important du point de vue de leur capacité de régulation de l'économie, mais aussi en termes de financement de l'Etat, surtout pour ce qui concerne ses réserves en devises. Alors qu'au Brésil et au Mexique, l'Etat a la capacité d'obtenir des devises à partir de ses propres exportations, l'Argentine n'a plus cette possibilité. Néanmoins, si on compare par exemple PEMEX et PETROBRAS, il apparaît encore un avantage comparatif en faveur du Brésil relativement à la question du développement. PEMEX est principalement utilisé comme une source de revenu pour le budget de l'Etat, ce qui en fait une entreprise peu dynamique, alors que PETROBRAS est une « autarcie » au plan financier et peut plus facilement réinvestir ses profits dans son développement technologique et industriel ; cette différence est à mettre en rapport avec des différences de pression fiscale dans les deux pays qui se sont accentuées dans les années 1990 et 2000. **(mettre quelques chiffres sur les pressions fiscales dans les trois pays, en ajoutant un commentaire sur l'Argentine).**

Enfin, le gradualisme et le caractère relativement tardif des réformes au Brésil ont permis au pays de préserver des noyaux d'expertise technique et bureaucratique qui se sont « réfugiés » dans les institutions de promotion économique et d'administration des politiques sociales et technologiques. Même quand ils ont été convertis en agents de la privatisation, dans la mesure où ils avaient une vision totalisante de l'action étatique, ces cadres ont soit protégé certaines de ces institutions, soit procédé à des privatisations et des réformes moins radicales, ou plus cohérentes avec la maîtrise des instruments restant aux mains de l'Etat et avec la structure économique du pays (Boschi et Gaitán,

¹⁶ Il est vrai que le Mexique est aussi un producteur direct dans ces deux secteurs, plus par une inertie que par la volonté de la part des élites politiques, qui ont voulu plusieurs fois privatiser ces secteurs mais n'ont pas eu la force politique nécessaire à le faire. Cela a eu comme résultat que le gouvernement Mexicain a presque rien investi dans ces secteurs depuis les années 80, en tant qu'au Brésil l'investissement a été très fort.

2008). Au contraire, en Argentine et au Mexique, cette expertise publique a été démantelée sans projet alternatif d'ensemble pour sa reconstruction, les réformes ayant été faites par un nouveau personnel gouvernemental. Au Mexique, par exemple, les technocrates ont expulsé les fonctionnaires de l'époque de la substitution d'importations de tous les ministères. En Argentine, les réformes ont toutes été faites très rapidement, par la voie de décrets présidentiels, ce qui rapproche le cas de l'Argentine de celui du Mexique (comme du Chili) où les réformes ont été faites par des gouvernements autoritaires, sans contrepoids ni d'une bureaucratie développementiste, ni des partis ou organisations sociales.

Ici dire quelques mots de la question fédérale dans les trois pays, problème de l'unification nationale

3. Vers des types divergents de capitalisme périphérique ?

Dans ce texte nous sommes partis d'une critique de la conception évolutionniste universaliste du développement "à la Rostow", conception réactualisée depuis les années 1990 par le néo-institutionnalisme économique. Il nous semble en effet plus conforme aux faits d'adopter une approche en termes de diversité des capitalismes et de l'élargir, d'une part en introduisant une distinction structurelle entre capitalisme périphérique et capitalisme développé, d'autre part en élaborant divers types de capitalisme périphérique. La notion de capitalisme périphérique renvoie à la différence radicale qui sépare ce genre de capitalisme du capitalisme développé en ce qui concerne le niveau d'intégration sociale de la population dans l'économie (par le travail, l'accès à la monnaie et la consommation de biens et services). L'intégration sociale est restreinte à la périphérie, et elle est maintenue en l'état au travers d'une régulation de la pauvreté qui en assure la reproduction dans le temps, conformément aux intérêts de classes dominantes bien assises dans leurs positions privilégiées¹⁷. La rémanence dans un temps long du périphérisme conduit à le considérer comme un modèle cohérent de capitalisme dont la généralité se donne à voir dans le degré très élevé d'inégalités structurelles qui y

¹⁷ Nous empruntons à Bruno Lautier cette idée d'une régulation de la pauvreté qui permet son maintien. Cette idée s'impose face à la difficulté d'utiliser les types comparatifs d'Etat social et de systèmes nationaux de protection sociale dans les pays capitalistes centraux pour typifier ceux des pays capitalistes périphériques où l'Etat social n'est pas *de facto* investi d'une mission de protection sociale de tous les citoyens, mais de celle de maintenir dans les limites de sa soutenabilité sociale une pauvreté fonctionnelle au mode d'accumulation et de domination sociale prévalent.

règne. L'enfermement des pays périphériques dans le sous-développement résulte alors de leurs niveaux très élevés d'inégalités et de pauvreté qui limitent l'extension des rapports capitalistes marchands et de la puissance de l'Etat qui les entérine et les garantit¹⁸.

Du fait que nous nous intéressons ici plus spécifiquement à la variété des types possibles du capitalisme périphérique en nous bornant à comparer trois pays où les degrés d'inégalités sont sensiblement les mêmes, nous ne sommes pas rentrés dans des considérations concernant l'ampleur des inégalités sociales dans ces pays. Cela ne préjuge pas de la nécessité de prendre en compte plus précisément cette variable dans la différenciation des types de périphérie et dans l'éventuelle émergence d'un de ces types en tant que capitalisme développé. La notion d'émergence invite en effet à examiner si certaines configurations institutionnelles typiques du capitalisme périphérique ne pourraient pas être considérées, sous certaines conditions à déterminer, comme évoluant vers un type de capitalisme central, c'est-à-dire comme sortant de leur enfermement dans une trajectoire typique de la périphérie pour se diriger vers une forme ou une autre de développement¹⁹.

Cette perspective théorique sous-tend le titre qu'on a donné à ce texte, à savoir « Pourquoi le Brésil, au contraire de l'Argentine et du Mexique, peut-il être considéré comme un pays émergent ? Premiers éléments de réponse ». Au terme de la brève description de certaines différences politiques et institutionnelles entre les trois pays sélectionnés, le lecteur aura compris qu'à nos yeux seul le Brésil est actuellement susceptible de s'engager sur la voie d'une telle bifurcation. Nous pensons avoir montré en effet que le niveau de développement économique atteint par ce pays et qui fait qu'il est qualifié d'émergent dans la presse internationale, est du à une conformation particulière de son système sociopolitique qui lui a permis de préserver puis capitaliser

¹⁸ En contradiction avec la vision libérale de l'Etat minimum, cela transparaît dans le fait que les capitalismes périphériques sont en général caractérisés par des indicateurs de pression fiscale beaucoup plus bas que dans les capitalismes développés. Mais ces derniers peuvent parfois aussi être touchés par le virus du sous-développement quand des rentes énergétiques conduisent à réduire la fiscalité pour financer le budget de l'Etat (*Dutch disease*).

¹⁹ En effet, récuser la perspective linéairement évolutionnaire n'implique pas seulement de repousser l'idée que l'ensemble des pays de la planète suit, avec plus ou moins de retard les uns par rapport aux autres, une même voie les conduisant vers un capitalisme libéral à l'anglo-saxonne. Cela entraîne également le rejet de toute conception étroite de la *path-dependency* et la nécessité d'étudier les conditions de bifurcation – éventuellement révolutionnaires - d'un type à un autre de capitalisme. La question devient alors celle des potentialités (et des degrés) de rupture contenues dans les configurations institutionnelles propres aux divers types de capitalisme périphérique ou développé (la régression est toujours possible comme le montre le cas argentin et le suggère aussi l'idée que le sous-développement est nécessairement associé à un degré élevé d'inégalités et de pauvreté).

les acquis de son industrialisation passée. A la différence du reste de l'Amérique latine, le Brésil a pu et su résister à une imposition pure et simple du modèle économique néolibéral qui impliquait la rupture des coalitions développementistes et la destruction des instruments d'intervention de l'Etat dans l'économie.

Pour expliquer cette capacité de résistance qu'on ne retrouve ailleurs qu'en Asie (et peut-être en Afrique du Sud), on peut avancer que le Brésil la doit à trois types d'acteurs collectifs : 1/ une bureaucratie et une intelligentsia dotées d'un projet économique centré sur le marché intérieur et qui est bien ancré dans l'imaginaire social et fondé sur un savoir technique solide (Sikking, 196 ?) 2/ Una concepción de esta misma élite de la inserción de Brasil como potencia en el escenario mundial, que a partir de los años ochenta se asienta en competitividad económica del país, más que en su capacidad militar (Sallum, 2009); 2/ une classe importante d'entrepreneurs nationaux dépendant du marché intérieur, classe qui s'est renforcée politiquement dans le processus de démocratisation au sein duquel elle a joué un rôle important ; 3/ El hecho de que a diferencia de otros casos como el de Chile y México, donde el modelo neoliberal fue impuesto por un gobierno autoritario, en Brasil había un sistema democrático abierto y una sociedad civil muy activa desarrollada a raíz del proceso constitucional de 1988. Entre otros actores un sindicalismo, certes affaibli comme dans le reste de l'Amérique latine, mais qui, à la différence de l'Argentine et du Mexique, s'est autonomisé de l'Etat dans le processus de démocratisation et n'a pas été « complice » de l'imposition du nouveau modèle économique. Les gouvernements qui ont voulu implanter au Brésil le modèle néolibéral ont été en effet confrontés à cet ensemble d'acteurs dans le cadre d'un jeu démocratique et d'un système politique fragmenté (au niveau des institutions du fédéralisme et du système des partis) qui ne leur a permis que de construire des coalitions fragiles et par ailleurs faisant face à un parti d'opposition solide et discipliné : le Parti des Travailleurs.

Au Brésil, les coalitions dominantes, le caractère de l'Etat et du système financier comme du marché du travail ont conduit à la mise en œuvre d'un modèle de substitution d'importations plus profond, complexe et étendu qu'au Mexique et en Argentine. Le fait que le gouvernement autoritaire de Vargas comme le gouvernement démocratique de Kubitschek et celui des militaires qui ont pris le pouvoir en 1964 aient suivi continument une politique d'investissement étatique dans l'industrie d'équipement, a eu comme conséquence que le Brésil est arrivé à un stade de substitution des importations de produits complexes qui lui permet aujourd'hui d'exporter des armes, des avions et de

la biotechnologie. Cela montre que la configuration du politique mise en évidence par Marques-Pereira et Théret (2004) et caractérisée par un Etat autonome, une légitimité du pouvoir dépendant en permanence de la croissance économique, et une société civile et des acteurs économiques privés dotés d'une puissance significative, a la capacité de développer des branches économiques plus complexes, qui ont besoin d'un niveau technologique plus élevé et qui nécessitent des travailleurs plus qualifiés. En tant que ce type de conformation du politique, de l'économique et de leurs relations mutuelles a permis d'atteindre un niveau de substitution d'importations plus poussé, il a posé des bases plus solides pour une transformation ultérieure vers un régime de croissance assurant simultanément la croissance des exportations et du marché interne. On peut qualifier ce type de capitalisme périphérique de « développementiste » ; c'est celui qui a le plus de chance de s'outrepasser dans une forme de capitalisme développé (si les forces développementistes sont capables de faire sauter le verrou des inégalités sociales et de la pauvreté).

Un autre type de capitalisme périphérique peut être exemplifié par le Mexique. La base de la croissance y est un Etat chapeautant une coalition dominante fondée sur des accords avec les entrepreneurs industriels et une relation corporative avec les classes populaires, Etat qui se légitime plus par la distribution que par la croissance. Cette configuration s'est traduite par un régime de croissance par substitution d'importations délivrant un développement économique plus restreint et fragile qu'au Brésil. Dans ce cas, du fait de ses limitations, la substitution d'importations a été abandonnée pour un modèle tiré par les exportations, avec peu de liaison avec le marché interne. Les niveaux technologiques sont restés moins complexes, la main d'œuvre moins qualifiée, et les secteurs où s'est développée l'économie sont de basse productivité et de basse valeur ajoutée nationale. Le schéma du marché de travail a évolué dans le sens d'un affaiblissement de plus en plus prononcé de la régulation du marché de travail, afin d'abaisser les coûts de la main d'œuvre et d'augmenter sa flexibilité. Ce type de capitalisme périphérique de « flexibilisation défensive » peut-être qualifié de « dépendant » et on le voit mal émerger en tant que capitalisme développé.

Sous réserve d'approfondissement, le cas argentin n'apparaît pas comme un type en soi ; c'est un hybride qui combine synchroniquement et oscille diachroniquement entre une dépendance associée à une flexibilisation défensive et un développementisme structuraliste. On a vu comment la coalition qui s'est construite autour de Perón et du péronisme a certes impulsé la substitution d'importations des biens de consommation

durables, mais a aussi œuvré pour empêcher l'approfondissement de l'ISI. D'autre part, le coup d'Etat de 1955 qui a évincé Perón du pouvoir n'a pas démantelé l'industrie qui avait été créée, mais elle n'a pas non plus stimulé son approfondissement. Les militaires golpistes après la seconde présidence de Perón ont pour leur part imposé une politique monétariste d'économie ouverte qui a provoqué une crise majeure du secteur industriel et une nette désindustrialisation (Kosacoff, s/f). Les mesures libérales de la présidence Menem associées au régime de convertibilité stricte entre le peso argentin et le dollar US, ont eu pour résultat une surévaluation du premier qui a accentué la désindustrialisation et accéléré le retour à une économie essentiellement agro-exportatrice²⁰. Néanmoins, en Argentine, le secteur syndical est resté puissant et a conservé un certain contrôle sur le marché de travail formel et les politiques sociales, de telle sorte que le gouvernement ne saurait appliquer unilatéralement des mesures de flexibilisation et de baisse du coût de la main d'œuvre.

Au regard des trois cas ici examinés, on peut également poser comme hypothèse que bien que le caractère démocratique ou autoritaire du régime politique ne semble pas significatif pour la construction de la coalition développementiste initiale, c'est néanmoins une variable tout aussi discriminante que l'organisation du syndicalisme pour ce qui concerne la « soutenabilité » des acquis du développement, i.e. la persistance d'une « causalité cumulative » en la matière. Ainsi au Brésil, le processus de démocratisation a eu pour conséquence que, selon la formule de Linz (**date et référence en biblio**), l'Etat et la société civile sont sortis mutuellement renforcés, et que, malgré la fragmentation et la faiblesse du système politique, on a pu observer à partir des années 90 un renforcement du système des partis avec la conformation de deux blocs politiques, l'un favorable au renforcement des mesures néolibérales, l'autre à un modèle alternatif « libéral-développementiste » (à vrai dire mal défini). Au Mexique, au contraire, le processus de démocratisation a été dilué et finalement réduit à la libéralisation du système des partis ; seul le système politique s'est renforcé aux dépens de l'Etat administratif et de la société civile. Enfin, en Argentine, on est sans doute en face de l'affaiblissement des trois systèmes d'acteurs.

²⁰ Si on considère comme le fait Rodrik qu'un des instruments de la politique industrielle parmi les plus puissants est en fait la politique du taux de change, les longues périodes de sous-évaluation de la monnaie brésilienne contrastent fortement avec les surévaluations récurrentes qu'ont connu les monnaies mexicaine et argentine.

Ainsi, au moins en Amérique latine²¹, les bases sociopolitiques qui pourraient produire une configuration plus ou moins cohérente pouvant être considérée comme caractéristique d'un capitalisme périphérique en voie d'émergence « au centre », dépendent tout autant de la force de l'Etat que de la capacité du système politique à représenter la société. C'est le développement simultané d'un système politique véritablement représentatif, d'une société civile organisée et d'un Etat fort qui assure une intégration sociale pleine et entière de la population dans une société capitaliste. Seul un système démocratique²² et l'organisation de la société civile peuvent faire pression sur le système économique pour que le modèle économique soit orienté vers le développement du marché intérieur et le bien-être de la population dans son ensemble.

Références bibliographiques :

- Adelman, Jeremy (1992) « The social bases of technical change : mechanization of the Wheatlands of Argentina and Canada, 1890 to 1914 », *Comparative Studies in Society and History*, vol.34, n°2, pp.271-300.
- Amable, Bruno (2005), *Les cinq capitalismes*, Paris : Editions du Seuil.
- Aoki, Masahiko, Kevin Murdock y Masahiro Okuno-Fujiwara (2000), "Mas alla de *The East Asian Miracle*. Introduccion al enfoque del fortalecimiento del mercado", in Aoki, Masahiko, Hyung-Ki Kim y Masahiro Okuno-Fujiwara (comp.), *El Papel del Gobierno en el Desarrollo economico del Asia Oriental. Analisis Institucional Comparado*, El Trimestre Economico, Lecturas n° 91, Fondo de Cultura Economica, pp. 15-62.
- Bizberg, Ilan (2004), « Trajectoires politiques et institutionnelles du Mexique et du Brésil : le cas des relations entre l'Etat et le syndicalisme », in Bruno Lautier et Jaime Marques Pereira (éds.), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala, pp. 113-148.
- Blanchard Olivier, & Shleifer Andrei (2000), « Federalism with and without centralization. China versus Russia », mimeo.
- Boschi, Renato y Gaitán, Flavio (2009). "Empresas, Capacidades estatales y estrategias de desarrollo en Argentina, Brasil y Chile": <http://neic.iuperj.br/textos/renato-wkshpnteroi.pdf>.
- Botana, Natalio R. (1993), El federalismo liberal en Argentina, 1852-1930", in Carmagnani, Marcello (coord.) (1993), *Federalismos latinoamericanos: México/ Brasil/Argentina*, pp. 224-259.
- Burges, Sean W. (2007), "Building a Global Southern Coalition: the competing approaches of Brazil's Lula and Venezuela's Chavez". *Third World Quarterly*, Vol. 28, No. 7. pp. 1343-1358.
- Carmagnani, Marcello (coord.) (1993), *Federalismos latinoamericanos: México/ Brasil/Argentina*, El Colegio de Mexico - Fondo de Cultura Economica.
- Carruthers Bruce G. (1990), "Politics, Popery and Property: A Comment on North and Weingast", *Journal of Economic History*, Vol. 50, n° 3, pp. 693-698.
- Conti, Giuseppe
- De Melo, Marcus A. (1997), "As reformas constitucionais e a previdência social 1993-1996", in E.Diniz et S. de Azevedo (éd.), *Reforma do estado e democracia no Brasil*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, pp.295-348.
- De Soto, Hernando (2005). *Le Mystère du capital. Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*. Paris: Flammarion.
- Diaz-Alejandro, Carlos (), Ensayos à completer.**
- Dick, Trevor (1998), "Market Preserving limited government", mimeo, University of Lethbridge, Alberta, Canada.
- Dillinger, William and Steven B. Webb (1999), "Fiscal Management in Federal Democracies", *Policy Research*

²¹ La Chine qui émerge sur une base non démocratique pourrait être sur une trajectoire de développement différente qui n'incluerait pas les dimensions présentes en Amérique latine, pour des raisons tant historiques que culturelles. Mais on peut aussi penser que le modèle économique chinois, par les inégalités sociales et territoriales qu'il engendre, finira par rencontrer les mêmes limites que celles rencontrées par les pays d'Amérique latine. Là encore, toutes proportions gardées, il faut garder en mémoire l'extraordinaire *success story* de l'Argentine libérale accédant à un rythme effréné au premier monde dans l'avant-première guerre mondiale.

²² L'institutionnalisme considère la démocratie tout comme les politiques sociales de manière purement fonctionnaliste : la démocratie permet de changer de politique économique, et les politiques sociales accroissent l'acceptation par les classes populaires de politiques économiques qui peuvent leur être défavorables.

- Working Papers* n° 2121, World Bank, May.
- Diniz, Eli et Renato R. Boschi (2003), "Empresariado e estratégias de desenvolvimento", *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 18(52), pp. 15-33.
- Di Tella, Guido y Manuel Zymelman (1967), *Las etapas del desarrollo económico argentino*, Editorial Universitaria de Buenos Aires.
- Ejobowah, John Boye (sd), "The New Political Economy of Federal Preservation: Insights from the Nigerian federal Practice", mimeo.
- Erber, Fabio Stefano. "Development Projects and Growth under Finance Domination- The case of Brazil during the Lula years": http://www.univ-paris13.fr/CEPN/wp2008_11.pdf
- Esarey Ashley W. (2002), "Reconsidering Weingast Market-Preserving Federalism on Contemporary China", Working Paper, Columbia University.
- Feld Lars P., Kirchgässner Gebahrd, & Schaltegger, Christoph A. (sd), "Fiscal Federalism and Economic Performance: Evidence from Swiss Cantons", mimeo.
- Filgueira, Carlos y Filgueira Fernando (2002). "Models of Welfare and Models of Capitalism: The Limits of Transferability" in: Evelyne Huber, *Models of Capitalism*. EE.UU.: The Pennsylvania State University Press.
- Gerchunoff, Pablo, Fernando Rocchi y Gaston Rossi (2008), *Desorden y progreso. Las crisis económicas argentinas 1870-1905*, Buenos Aires, Edhasa.
- Haber, Stephen (1991), "Industrial Concentration and the Capital Markets: a Comparative Study of Brazil, Mexico and the United States, 1830-1930", *Journal of Economic History*, 51(3), pp. 559-580.
- Haber, Stephen (ed.) (1997), *How Latin America Fell Behind. Essays on the Economic Histories of Brasil and Mexico*, Stanford, Stanford University Press.
- Haber, Stephen (2004), "Mexico's Experiments with Bank Privatization and Liberalization, 1991-2002, Stanford University, draft, march 23.
- Haggard, Stephen. *Pathways from the Periphery. The Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*. New York: Cornell University Press, 1990.
- Hoffmann, Stanley (1963), "Rousseau on War and Peace", *American Political Science Review*, 57(2), pp.317-333.
- Huber, Evelyne. "Conclusion: Actors, Institutions, and Policies" en: Evelyne Huber, *Models of Capitalism*. EE.UU.: The Pennsylvania State University Press, 2002.
- Jin Hehui, Qian Yingyi, & Weingast Barry (1999), "Regional Decentralization and Fiscal Incentives: Federalism, Chinese Style", *Working Paper Stanford University, Dept of Economics*.
- Jones Luong Pauline, & Way Lucan (s.d.), "Getting a Second Option: Is Mrket-Preserving Federalism the Right Diagnosis for what Ails the Post-Soviet Economy?", Working Paper.
- Kay, Cristóbal. "Why East Asia overtook Latin America: agrarian reform, industrialization and development". *Third World Quarterly*, Vol. 23, No. 6. (2002): 1073-1102.
- Kosacoff, Bernardo. "The Argentine Industry a Thwarted Restructuring Process". <http://www.eclac.org/argentina/noticias/paginas/0/12850/progytrabking.pdf>
- Linz, Juan J. et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*, Baltimore and London, The Johns Hopkins Press, 1996, pp. 479.
- Manrique Campos, Irma, "Banca de desarrollo en México: un futuro necesario", in José Luis Calva, *Agenda para el Desarrollo, Vol. 6: Financiamiento del crecimiento económico*, México, Porrúa-UNAM, 2007, pp. 100-116.
- Maravall, 1997
- Marengo dos Santos, André (2006), « Comparing houses of representatives : parliamentary recruitment in Argentina, Brazil, Chile and Mexico », *Teoria Sociologica*, Vol. 2, n° se, scielo.
- Marques Pereira, Jaime et Bruno Théret (2004), « Régimes politiques, médiations sociales et trajectoires économiques. A propos de la bifurcation des économies brésilienne et mexicaine depuis les années 1970 », in Bruno Lautier et Jaime Marques Pereira (éds.), pp. cit., pp. 25-83.
- Maurer Noel et Stephen Haber (2004), « Related Lending and Economic Performance », ITAM and Stanford University, draft, january 16.
- McKinnon Ronald I. (1997), "The Logic of Market-Preserving Federalism", *Virginia Law Review*, Vol. 83, n° 7, Symposium: The allocation of Government Authority, pp. 1573-1580.
- Mesquita, Mauricio (2007). "Fear of China: Is There a Future for Manufacturing in Latin America?". *World Development*, Vol. 35, No. 3, pp. 355-376.
- Nabli, Mustapha K., & Nugent Jeffrey B., "The New Institutional Economics and Its Applicability to Development, *World Development*, Vol. 17, n° 9, pp. 1333-1347.
- North Douglass C., Weingast Barry (1989), "Constitutions and Commitment: The Evolution of Institutional Governing Public Choice in Seventeenth-Century England", *Journal of Economic History*, vol.49, n°4, pp.803-832.
- Parrikh, Sunita, & Weingast Barry (1997), "A Comparative Theory of Federalism: India", *Viginia Law Review*, Vol. 83, n° 7, Symposium: The allocation of Government Authority, pp. 1593-1615.
- Juan Carlos Portantiero, *Transición a la democracia en Argentina*, México, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, 1982.
- Queiroz, Alexandre. "Historical Institutionalism and Economic Policymaking – Determinants of the Pattern of Economic Policy in Brazil, 1930-1960". *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 24, No. 4. (2005): 527-542.
- Qian Yingyi, & Weingast Barry (1996), "China's Transition to markets: Market-Preserving Federalism, Chinese Style", *Journal of Policy Reform*, n° 1, pp. 149-185.
- Qian Yingyi, & Weingast Barry (1997), "Federalism as a Commitment to Preserving, Market Incentives", *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 11, n° 4, pp. 83-92.
- Rapoport, Mario y colaboradores (2000), *Historia económica, política y social de la Argentina*, Cordoba, Ediciones

- Macchi.
- Rodrik, Dani, *One Economics, many Recipes. Globalization, Institutions and Economic Growth*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2007.
- Rodden Jonathan, & Bruce-Ackerman Susan (1997), "Does Federalism Preserve Markets?", *Virginia Law Review*, Vol. 83, n° 7, Symposium: The allocation of Government Authority, pp. 1521-1572.
- Rueschemeyer, Dietrich, Huber Stephens, Evelyne, & Stephens, John D (1992), *Capitalist Development & Democracy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Sallum Jr., Brasílio (1996), *Labitintos – Dos gerais à Nova Republica*, Sao Paulo Hucitec/Sociologia-USP.
- Sallum Jr., Brasílio (1999), "O brasil sob Cardoso. Neoliberalismo e desenvolvimentismo", *Tempo Social*, 11(2), pp. 23-47.
- Sallum jr., Brasílio (2003), "Metamorfoses do Estado brasileiro no final do século XX", *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol.18, n.52, pp. 35-55.
- Sallum Jr., Brasílio (2004), "Crise économique et changement politique au Brésil et au Mexique: une critique de l'analyse comparative des héritages institutionnels", in B.Lautier et J.Marques Pereira (éds.), pp. cit., pp. 85-112.
- Sallum Jr., Brasílio (2009), "Desenvolvimentismos – o velho e o novo", eAgora, 26/02/09, <http://www.eagora.org.br/arquivo/desenvolvimentismos-o-velho-e-o-novo/>
- Sallum Jr., Brasílio (2009) El Brasil en la 'pos-transición': la institucionalización de una nueva forma de Estado, in Bizberg, Ilán (ed.) México: entre la democracia y la ingobernabilidad, El Colegio de México-Fundación Konrad Adenauer (en prensa)**
- Sola, Lourdes and Moises Marques (2006), "Central banking, democratic governance, and the quality of democracy", in Sola, Lourdes and Laurence Whitehead (eds), *Statecrafting Monetary Authority. Democracy and Financial Order in Brazil*, Oxford, Center for Brazilian Studies, University of Oxford, pp. 143-204.
- Saludjian, Alexis (2007), "Le régime d'accumulation dans le Cône Sud-Américain depuis les années 1990". *Revue de la régulation*, n° 1 : <http://regulation.revues.org/document2162.html>
- Sheahan, John. "Alternative Models of Capitalism in Latin America". en: Evelyne Huber, *Models of Capitalism*. EE.UU.: The Pennsylvania State University Press, 2002.
- Sikkink, K. A., [Developmentalism and democracy : ideas, institutions and economic policy making in Brazil and Argentina 1954-1962](#), (these de PhD.) Ithaca, N. Y. Columbia University, 1988.
- Silva, Eduardo. "The Import Substitution Model: Chile in Comparative Perspective". *Latin American Perspectives*, Issue 154, Vol. 34, No. 3. (May., 2007): 67-90.
- Sinha Aseema (2005), "Political Foundations of Markey-Enhancing Federalism: Theoretical Lessons from India and China". *Comparative Politics*, Vol. 37, n° 2,
- Stavasage, David (2002), "Credible Commitment in Early Modern Europe: North and Weingast Revisited", *The Journal of Law, Economics, and Organisations*, Vol. 18, n°1, pp. 155-186.
- Stepan, Alfred, " State power in the Southern Cone of Latin America", in Peter Evans, Rueschemeyer et Skocpol, (éds.), *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- Tavares de Almeida, Maria Hermínia (ss date), "From Cardoso to Lula: the politics and policies of reform in democratic Brazil", www.wilsoncenter.org.
- Taylor, Alan M. (1992), "External Dependence, Demographic Burdens, and Argentine Economic Decline After the Belle Epoque", *Journal of Economic History*, 52(4), pp. 907-936.
- Teichman Judith. "Businessmen and Politics in the Process of Economic Development: Argentina and Canada". *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 15, No. 1. (Mar., 1982): 47-66.
- Teichman, Judith. "Interest Conflict and Entrepreneurial Support for Perón". *Latin American Research Review*, Vol. 16 No. 1 (1981): 144-155.
- Teichman, Judith. "Merging the Modern and the Traditional. Market Reform in Chile and Argentina". *Comparative Politics*, Vol. 37, No. 1 (Oct., 2004): 23-40.
- Théret, Bruno, Miguel Zanabria (2007), "Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l'expérience argentine récente", *Economie et Institutions*, n°10-11.
- Thomas-Fogiel, Isabelle (2007), "Sens et statut de la théorie des échanges commerciaux dans le système de Fichte", *Astéris*, n° 5, juillet, pp. 33-55.
- Vellacott, Chris (2006), "Institutions and economic stabilizations in Argentina and Spain 1958-59: the political economy of reform in crony capitalist systems". www.ehs.org.uk/ehs/conference2006/Assets/VellacottNRIC.doc
- Vitelli, Guillermo (1986), *Cuarenta años de inflacion en la Argentina: 1945-1985*, Legasa, Buneos Aires.
- Von Mettenheim, Kurt (2006), " From the economics of politics to the politics of monetary policy in Brazil", in Sola, Lourdes and Laurence Whitehead (eds), *Statecrafting Monetary Authority. Democracy and Financial Order in Brazil*, Oxford, Center for Brazilian Studies, University of Oxford, pp. 325-358.
- Ward, Peter W., & Rodriguez Victoria E. (1999), "New Federalism, Intra-Governmental Relations nd Co-Governance in Mexico", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 31, n° 3, pp. 673-710.
- Weingast, Barry (1995), "The Economic Role of Political Institutions: Market-Preserving Federalism and Economic Development", *The Journal of Law, Economics, and Organisations*, Vol. 11, n°1, pp. 1-31.
- Weingast, Barry (1997), "The Political Foundations of Democracy and the Rule of Law", *The American Political Science Review*, Vol. 91, n°2, pp. 245-263.
- Zysman, John (1983), *Governments, Markets and Growth. Financial Systems and the Politics of Industrial Change*, Ithaca, Cornell University Press.